



MERCREDI 10 OCTOBRE 2018

"Comprendre la théorie n'équivaut pas à comprendre le réel."

- ▶ **L'Italie et l'énergie : un cas d'école** (Jean-Marc Jancovici) p.1
- ▶ **Le Giec annonce une catastrophe... Et elle est très en-dessous de la réalité** p.9
- ▶ **THE WALKING DEAD... (1)** (Patrick Reymond) p.11
- ▶ **THE WALKING DEAD... (2)** (Patrick Reymond) p.11
- ▶ **L'humanité doit cesser d'émettre du CO₂, prévient le GIEC** p.13
- ▶ **Climat: un virage majeur est nécessaire** p.15
- ▶ **Le prix Nobel d'économie revient à deux Américains pour leurs travaux sur le lien entre économie et climat** p.18
- ▶ **Climat : « La question des inégalités est fondamentale ; elle est au cœur du rapport du Giec »** p.19
- ▶ **La déroute de General Electric illustre les risques d'une transition énergétique loupée** p.23
- ▶ **Cartographie: Comment chaque partie du monde s'est réchauffée - et pourrait continuer à se réchauffer** (Jean-Marc Jancovici) p.24
- ▶ **Climat : William Nordhaus (Prix Nobel) est-il bien sérieux ?** p.25
- ▶ **(Blague du jour): MANIFESTE ÉTUDIANT POUR UN RÉVEIL ÉCOLOGIQUE** p.31
- ▶ **Surtourisme : 1,3 milliard de déplacements inutiles** (Michel Sourrouille) p.33
- ▶ **Les écologistes sont-ils prêts à aller en prison ?** (Michel Sourrouille) p.35
- ▶ **RUSSIE EXCLUE...** (Patrick Reymond) p.35

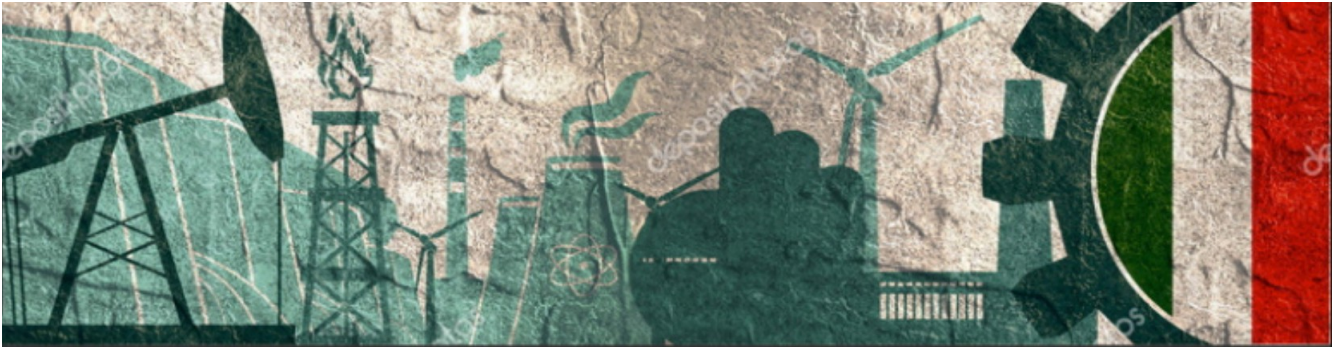
SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **La crise financière ne viendra pas d'où on l'attend, la dislocation est souterraine** (Bruno Bertez) p.38
- ▶ **Le FMI abaisse ses prévisions de croissance pour le monde et la France** (Charles Sannat) p.44
- ▶ **Un désastre programmé** (Simone Wapler) p.45
- ▶ **Un calcul en temps plutôt qu'en argent** (Bill Bonner) p.49
- ▶ **Le dollar, un bien commun mondial au service des seuls Etats-Unis; Sous la surface, cela se disloque.** (Bruno Bertez) p.50
- ▶ **Psychodrame en vue. La Commission européenne va rejeter le budget italien** (C. Sannat) p.52
- ▶ **La Chine forcée d'intervenir pour soutenir son économie** p.54
- ▶ **Une petite vue de l'enfer pour les zombies** (Simone Wapler) p.55
- ▶ **Nous créons une terre promise... pour les vaches** (Bill Bonner) p.57
- ▶ **La politique monétaire au service de la géostratégie; du percement de la bulle mondiale** (Bruno Bertez) p.62
- ▶ **9 millions de retraités américains dépendent d'une aide alimentaire** p.64

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

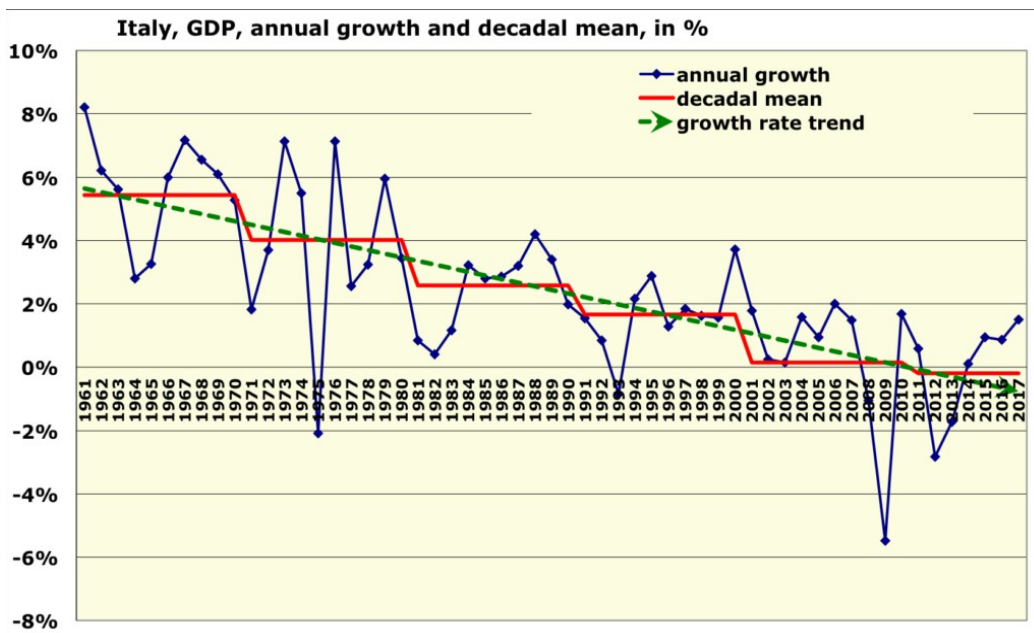
L'Italie et l'énergie : un cas d'école

Jean-Marc Jancovici 8 octobre 2018



L'Italie va mal. Ou plus exactement son PIB peine à retrouver de la croissance. C'est un des rares pays de l'OCDE qui n'arrive pas à se remettre de la « crise de 2008 », et dans le grand concert de tous ceux qui ont un avis sur la question je vous propose le mien, simplement basé... sur la physique.

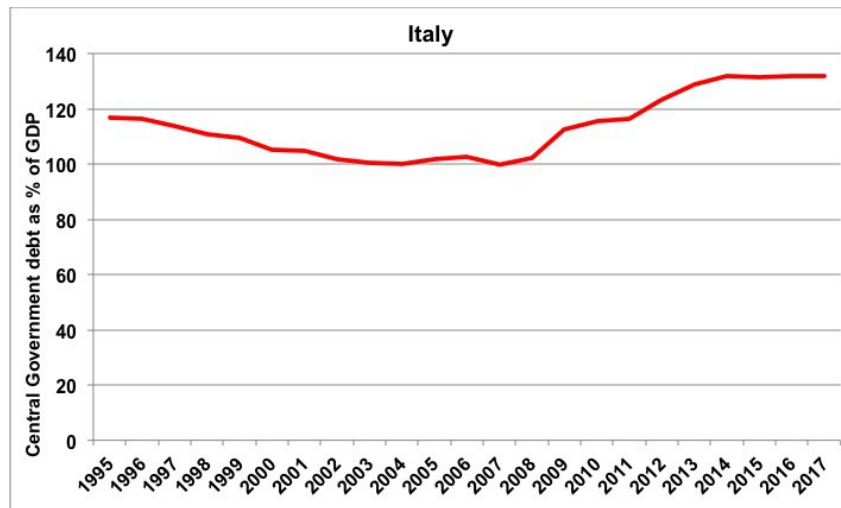
Que l'Italie ait un PIB qui est à la peine, les statistiques nous le disent clairement.



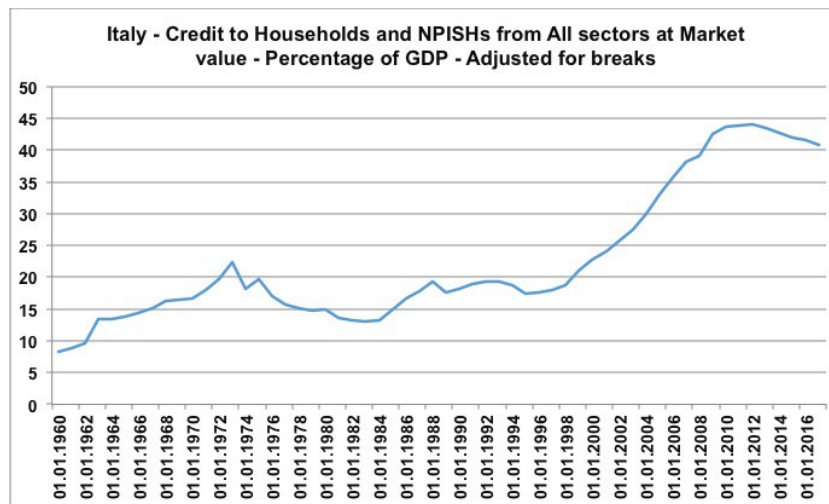
Variation annuelle du PIB italien depuis 1961 (courbe bleue ; ce que l'on appelle classiquement « croissance annuelle »), moyenne par décennie (courbe rouge), et courbe de tendance sur la variation (traits pointillés verts). On constate facilement que chaque décennie a été moins « faste » que la précédente depuis le début de cette série, et que la décennie qui a démarré en 2010 affiche un taux moyen de croissance... négatif. L'Italie est donc en récession, « en moyenne », depuis 7 ans.

Données World Bank.

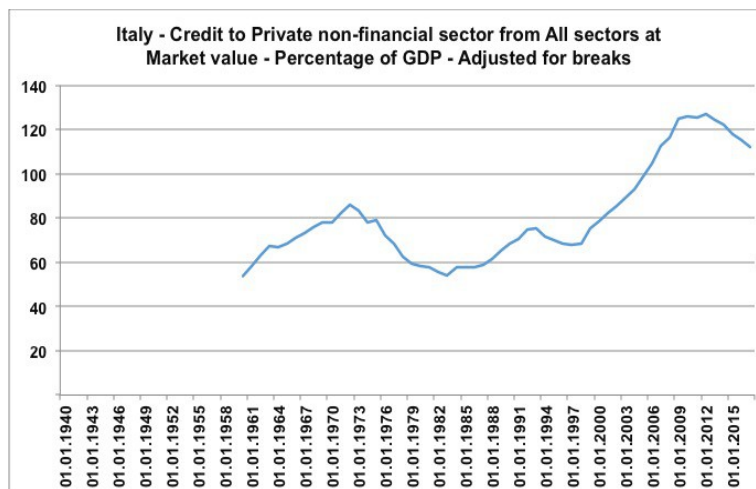
Ceci allant généralement avec cela dans les économies occidentales, son ratio d'endettement commence à s'élever vers des sommets, tant pour la dette publique que privée.



Dette publique italienne ramenée au PIB depuis 1995. Données Eurostat.



Dette des ménages ramenée au PIB pour l'Italie. Données Bank for International Settlements.



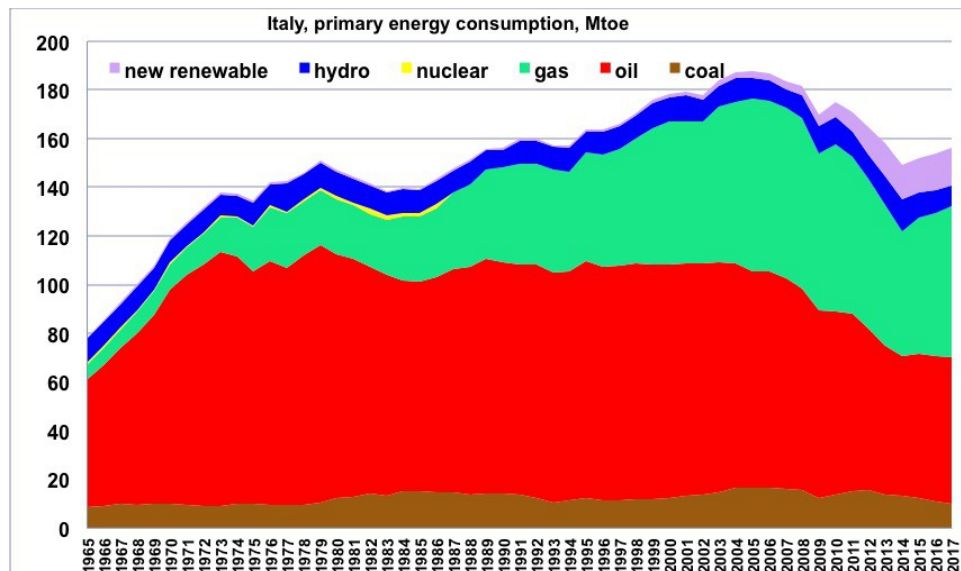
Dette au secteur non financier (entreprises, ménages) ramenée au PIB pour l'Italie. Données Bank for International Settlements.

Tout ceci ne serait pas grave – enfin d'un strict point de vue économique – si la croissance revenait, car alors l'argent permettant de rembourser tout cela serait disponible. Mais pourquoi la croissance ne revient pas ? C'est la faute au manque de réformes, disent les uns. C'est la faute au manque de réformes, mais pas les mêmes (réformes), disent les autres.

Et si c'était tout simplement la faute... au manque d'énergie ? En Italie, comme ailleurs, les machines qui nous entourent partout (laminoirs, usines chimiques, trains, frigos, ascenseurs, camions, voitures, avions, presses à emboutir, tréfileuses, extrudeuses, tracteurs, pompes partout, etc) développent une puissance qui représente 500 à 1000 fois celle des muscles de la population.

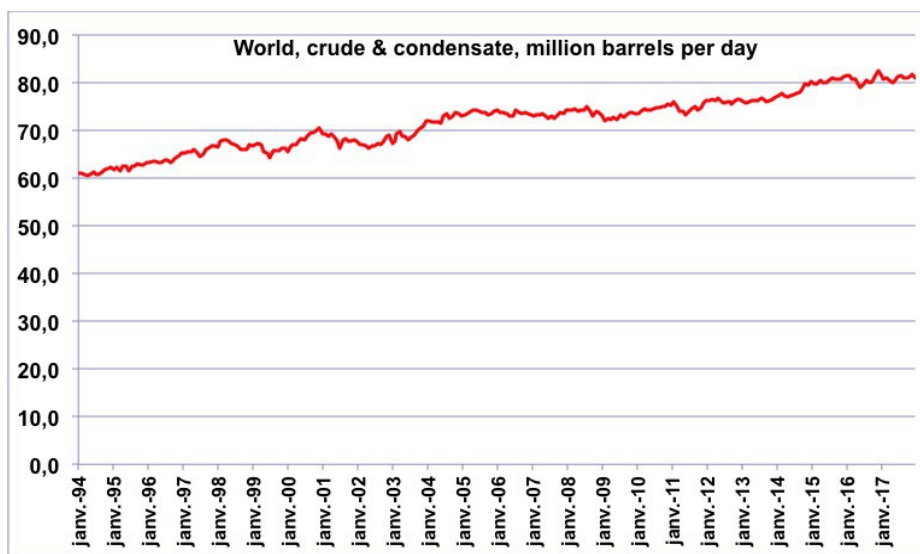
Si ces machines manquent d'énergie, elles fonctionnent moins, donc transforment moins, et le PIB s'en ressent. N'est-ce pas cela qui se serait passé ?

Tout d'abord, le fait est que l'énergie disponible en Italie est moins abondante aujourd'hui qu'il y a 10 ans.



Energie primaire utilisée en Italie (ce que l'on appelle parfois « consommation d'énergie primaire ») depuis 1965. On constate un maximum en 2005, soit 3 ans avant Lehman Brothers. Impossible d'imputer la baisse de la consommation à une crise provoquée par l'incurie des banquiers !

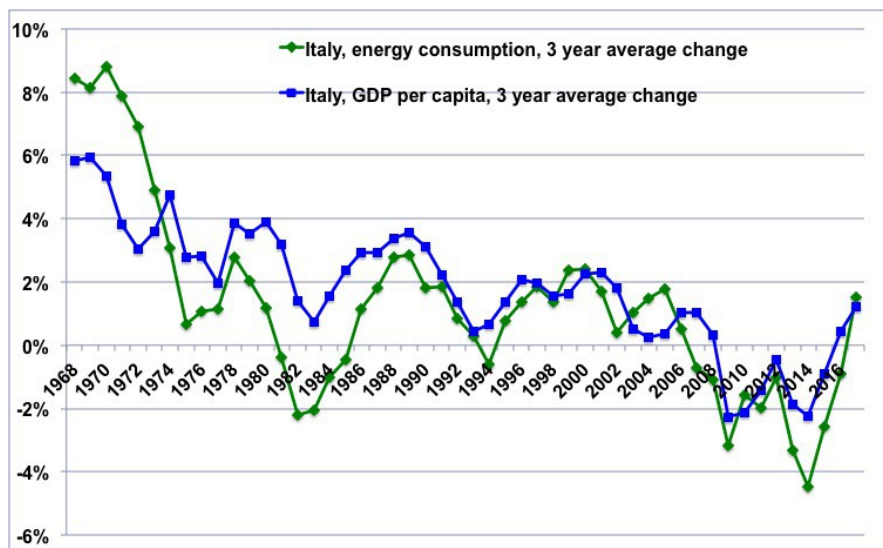
Il est intéressant de noter que le point haut correspond au maximum de production gazière de l'Algérie (2005), deuxième fournisseur de gaz de l'Italie après la Russie, l'Italie étant par ailleurs un gros consommateur de ce combustible, notamment pour l'électricité. Ce point haut correspond aussi au début de la stabilisation de la production mondiale de pétrole qui a pris place entre 2005 et 2010, et qui a aussi conduit à une baisse de la capacité d'importation de l'Italie en or noir.



Production mensuelle de liquides (pétrole brut et condensats) dans le monde. Données Energy Information Agency. On voit clairement le « plateau » qui va de 2005 à 2010, avant l'essor du shale oil américain, lequel a réalimenté la croissance mondiale, et permis le « rebond » économique qui a suivi.

Or pétrole et gaz représentaient 85% de l'énergie italienne en 2005 (et permettent 65% de sa production électrique) : moins de pétrole disponible sur le marché mondial (car il faut partager avec les émergents) et moins de gaz disponible en Europe ont conduit l'approvisionnement à baisser **avant** le début de la crise financière.

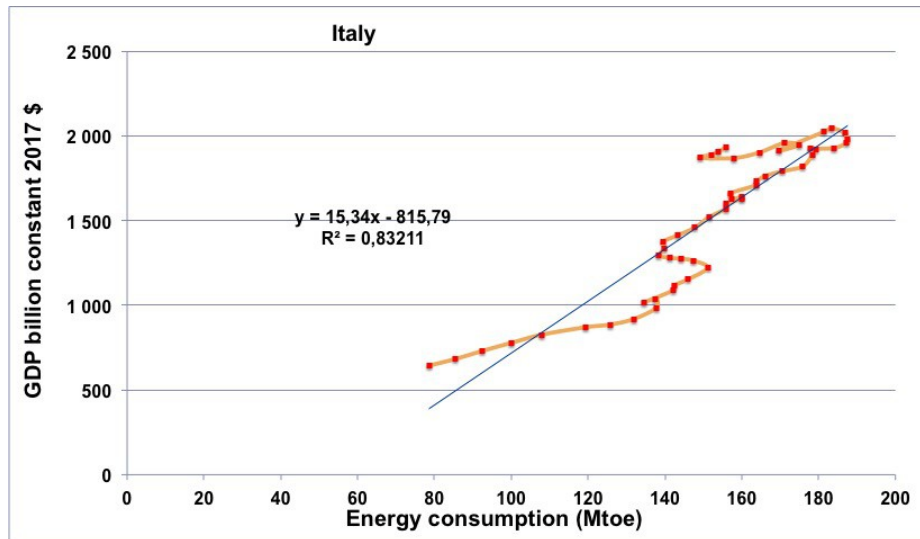
En fait, en tendance longue, on constate que, en Italie comme dans tous les pays industrialisés, donc avec des machines qui produisent à la place des hommes, le PIB est asservi à l'énergie disponible.



Variation (lissée sur 3 ans) de l'énergie disponible en Italie (courbe verte) et variation (aussi lissée sur 3 ans) du PIB italien. Il est notable que la tendance est la même pour les deux. Où est la poule, où est l'oeuf ? Il suffit pour le raisonnement que moins d'énergie force à moins de PIB ! Et on constate que lorsque le taux de croissance de l'énergie baisse, la variation sur le PIB suit en général de un à deux ans, ce qui accrédite l'idée que quand c'est l'énergie qui est contrainte le PIB est obligé de l'être aussi à la suite.

Données BP Statistical Review pour l'énergie et World Bank pour le PIB

Une autre lecture de cette « préséance » de l'énergie sur le PIB peut se retrouver avec une autre présentation des mêmes données.



Energie utilisée en Italie (axe horizontal) vs PIB italien (en milliards de dollars constants) pour la période allant de 1965 à 2017. Les points partent de 1965, en bas à gauche, et suivent ensuite l'ordre chronologique vers le haut à droite

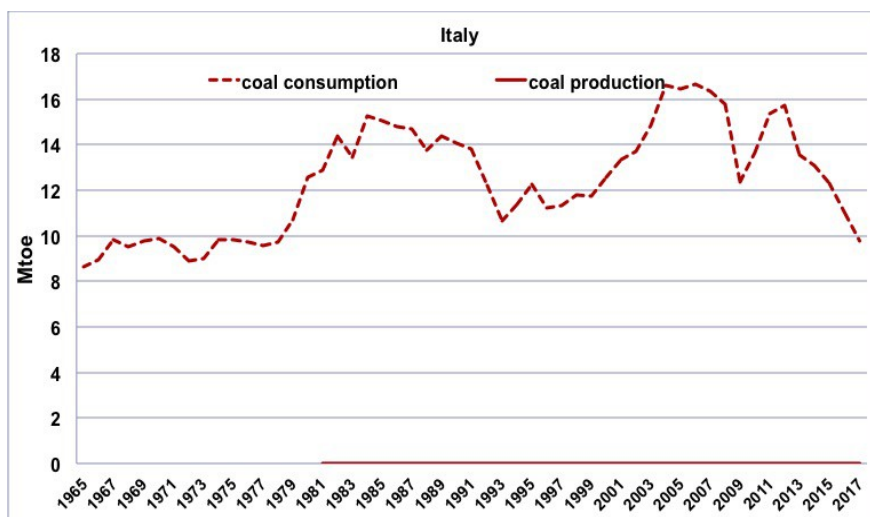
On note que la courbe fait une série de « cresses vers la gauche » en 1974, 1979, et surtout à partir de 2005. La « crosse sur la gauche » signifie que c'est d'abord l'énergie qui baisse, et ensuite le PIB, excluant de fait un enchaînement qui expliquerait la baisse de l'énergie consommée par la seule crise (à ce moment la courbe « tournerait à droite »).

On note aussi qu'après la baisse du PIB qui va de 2006 à 2014, les points s'organisent à nouveau le long d'une ligne qui va de « en bas à gauche » à « en haut à droite », ce qui traduit un PIB qui « repart » à cause d'un approvisionnement énergétique qui fait de même (voir la courbe du haut).

Calcul de l'auteur sur données BP Statistical Review & World Bank

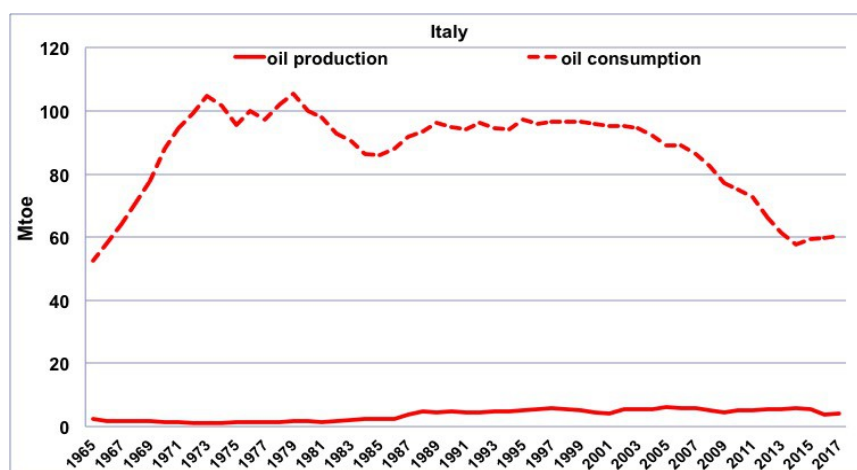
Et plus tard ?

Bon, pour le moment l'énergie est « déprimée », mais rien ne dit que ca va continuer. Sauf que pour les 3 premiers termes de l'énergie utilisée en Italie, c'est mal parti. Le charbon est une énergie qui voyage mal en quantités massives, et sur de longues distances, ce qui explique que l'Italie, qui n'en produit pas, n'en utilise pas beaucoup.



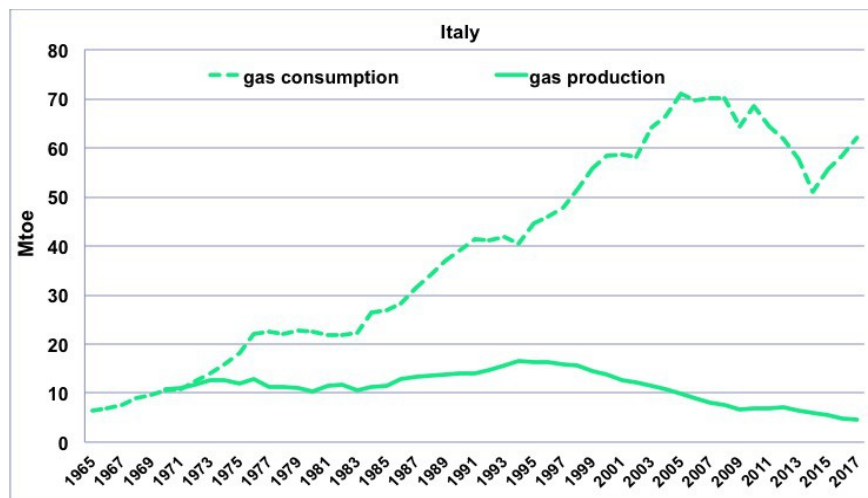
Consommation (traits pointillés) et production (trait plein, en fait à zéro tout le temps !) de charbon en Italie. Données BP Statistical Review.

Vient ensuite le pétrole. L'Italie importe presque tout, et quand la production mondiale s'est arrêtée de croître en 2005, la consommation italienne a baissé de manière imposée – comme dans tous les pays de l'OCDE – parce que les émergents ont pris une part croissante.



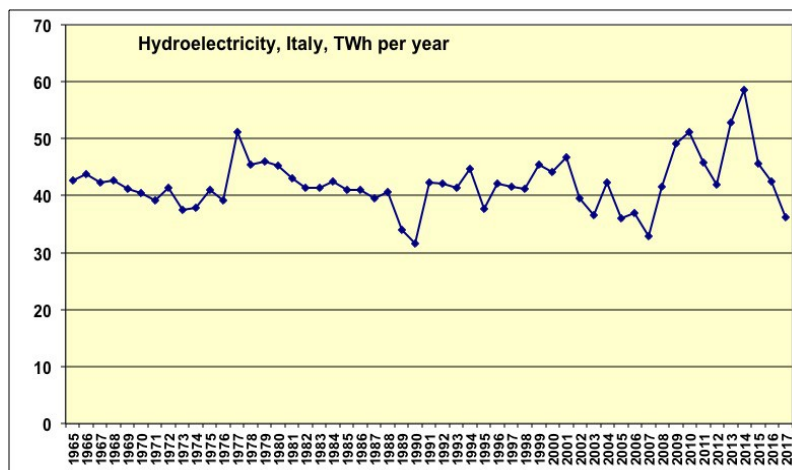
Consommation (traits pointillés) et production (trait plein) de pétrole en Italie. Données BP Statistical Review.

Vient enfin le gaz. Là aussi, l'Italie a dû diminuer sa consommation de façon imposée après 2005, année du maximum de la production algérienne, laquelle lui fournit environ un tiers de sa consommation.



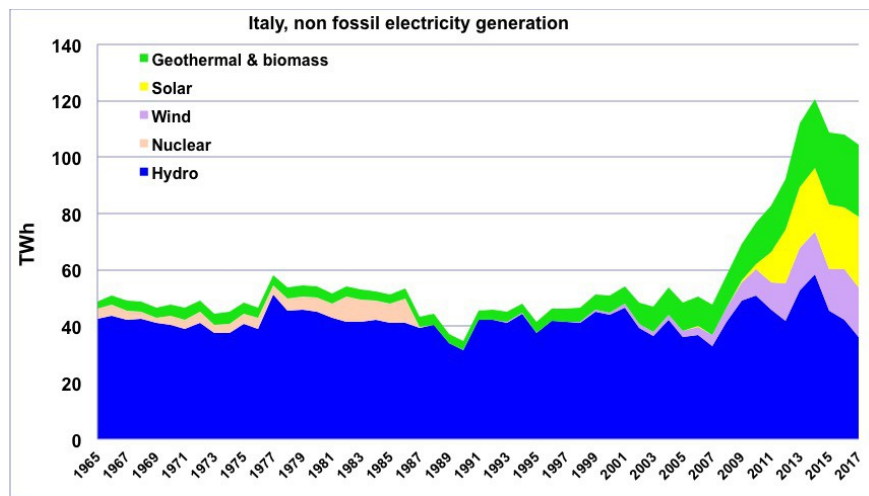
Consommation (traits pointillés) et production (trait plein) de gaz en Italie. Données BP Statistical Review.

L'Italie a abandonné le nucléaire après Tchernobyl, et donc il n'y a pas cette marge de manoeuvre pour prendre le relais. L'hydroélectricité est au maximum depuis des décennies, tous les sites équipables l'ayant été ou à peu près. En outre l'assèchement du bassin méditerranéen à cause du changement climatique devrait en outre plutôt orienter cette production à la baisse qu'à la hausse.



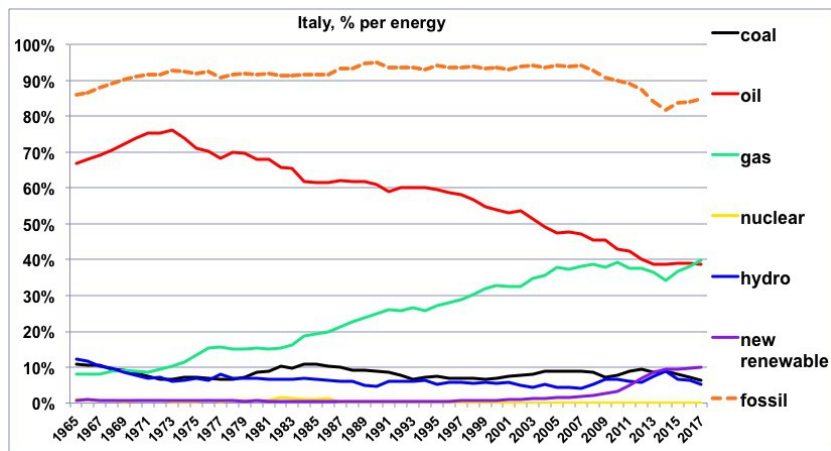
Production hydroélectrique en Italie depuis 1965, en TWh (milliards de kWh) électriques. Données BP Statistical Review.

Restent alors les « nouvelles ENR », solaire et éolien. Elles représentent aujourd'hui à peu près l'équivalent de l'hydroélectricité, et comme elles demandent [beaucoup de capitaux pour être déployées](#), l'ironie du sort est que si l'économie « souffre » à cause d'une baisse de l'approvisionnement en combustibles fossiles, il y a moins de moyens pour investir dans ces ENR !



Production électrique non fossile en Italie depuis 1965. On voit que les « nouvelles ENR » (biomasse, éolien, solaire) font un peu plus que l'hydroélectricité, soit 20% de la production électrique. Données BP Statistical Review.

Comme ces nouvelles ENR ne peuvent fournir rapidement de grandes quantités d'électricité, et buteront rapidement sur des problèmes de stockage d'une part, et d'électrification des usages d'autre part, l'énergie utilisée en Italie reste massivement fossile.



Part de chaque énergie dans la consommation italienne. Source des données BP Statistical Review.

Il est donc probable que l'Italie va rester massivement dépendante des fossiles à l'échéance de 10 ou 20 ans, et comme cet approvisionnement a toutes les chances de continuer à baisser, ça veut dire que l'Italie va devoir gérer son destin sans retour de la croissance, voir même avec de la décroissance structurelle.

C'est à cette conclusion qu'amène une [lecture « physique » de l'économie](#). Et ce que nous observons chez nos voisins du Sud est donc, selon toute vraisemblance, la façon « normale » dont un pays industrialisé réagit au début d'une contraction énergétique non anticipée. Comme les autres pays d'Europe n'anticipent pas plus, observons bien ce qui se passe chez eux. Quelque chose de ressemblant a toutes les chances d'arriver aussi chez nous si on ne s'occupe pas sérieusement de la question de l'énergie fossile, ou plus exactement d'organiser la société avec de moins en moins d'énergie fossile, y compris si cela signifie de moins en moins de PIB.

Le Giec annonce une catastrophe... Et elle est très en-dessous de la réalité

Par [Arnaud Gonzague](#) Publié le [08 octobre 2018](#) [NouvelObs.com](#)

Pas facile pour le grand public de s'y retrouver dans ces histoires de réchauffement climatique ! Combien de degrés notre planète va-t-elle prendre ? 1,5°C ? 2°C ? Et, au fait, à partir de quand le processus va-t-il commencer ? Ce qui est terrible, c'est que le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), rendu ce lundi 8 octobre, va contribuer, malgré lui, à embrouiller encore les esprits.

Pourquoi ? Parce que les experts en climatologie réunis à Incheon (Corée du Sud) ont accepté de répondre à une question posée par les décideurs ("policy makers" dans le jargon onusien) lors de la COP21, à Paris, fin 2015 : que se passerait-il si l'humanité était assez responsable pour ne réchauffer l'atmosphère "que" de 1,5°C d'ici à la fin du siècle, plutôt que de 2°C ?



Le Giec annonce une catastrophe... Et elle est très en-dessous de la réalité

Le rapport utilise 400 pages et des cascades de chiffres pour souligner que 1,5°C serait préférable à 2°C. Bien sûr, ce sera quand même une catastrophe pour les peuples les plus vulnérables aux aléas climatiques, [pour les paysages](#) et pour la biodiversité... Mais [une catastrophe un peu moins catastrophique](#).

Des grenouilles dans une casserole

Avec un peu de mauvais esprit, on a quand même envie de penser que les décideurs de la COP21 ne tomberont pas de leur chaise en apprenant cette nouvelle. Et si... ? Et s'ils n'avaient posé la question que pour avoir une aimable réponse, qui pourrait laisser penser que la situation est grave, mais pas désespérée ?

Ce qu'il faut rappeler, c'est que la réalité de ce que va vivre l'humanité n'aura très probablement RIEN À VOIR avec un réchauffement 1,5°C, ni même à 2°C. Pour le moment, dans la "vraie vie", si l'on tient compte des [promesses d'efforts énoncés par tous les Etats lors de la COP21](#), [notre planète va prendre 3°C, peut-être 3,5°C](#) d'ici la fin du siècle. Et rappelons que ce ne sont que des promesses !

Comme l'a dit un jour [Al Gore](#), nous, humains, sommes comme des grenouilles. Si vous jetez une grenouille dans une casserole d'eau bouillante, évidemment, elle se débat et, d'un bond, s'échappe du récipient. Mais si vous la placez dans l'eau tiède, et que cette eau se réchauffe petit à petit, elle finira par cuire sans s'en rendre compte de ce qui lui arrive.

Voilà où en est l'humanité : elle a déjà presque accompli la moitié des 2°C fatidiques (ceux au-delà desquels la situation n'est plus modélisable par les scientifiques), mais elle regarde encore le réchauffement comme une mauvaise nouvelle à venir – un pépin qui va lui tomber dessus comme le ciel sur la tête des Gaulois. Pourtant, [le climatologue Jean Jouzel l'affirme dans "l'Obs"](#) : il ne nous reste que trois ans avant de pouvoir encore inverser la courbe. Trois ans, autant dire – sans jeu de mots – que c'est cuit.

Bien sûr, il ne faut surtout pas baisser les bras : un sursaut collectif est encore possible, qui permettra peut-être de viser les 2°C, voire moins. Mais on ne peut pas s'empêcher de penser que le dernier rapport du Giec (et les scientifiques qui y ont contribué n'y sont pour rien) sert d'abord à noyer le poisson. Ou plutôt, la grenouille.



THE WALKING DEAD... (1)

8 Octobre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Forte progression, nous dit on de la consommation et de la production de charbon en Chine. Bof.

On n'en produira pas plus qu'il n'y en a. Comme je l'ai dit, ça épuise les gisements plus vite, sans intérêt.

Le rebond est faible et fragile et s'explique par l'accentuation de l'exploitation des mines non fermées, donc les plus rentables. Et cela ne compense certainement pas les baisses précédentes

de production.

Cela est un grand classique : les puissances charbonnières dont les gisements sont à bout de souffle, essaient quand même, souvent de faire redémarrer la production.

Conséquences sociales, incapacité de remplacer le charbon comme activité, tout pousse à retarder le processus.

D'ailleurs, il est aussi clair que [la productivité](#) des mines chinoises est ridicule, par rapports aux mines à ciel ouverts, situées notamment au Canada ou en Australie. Elle est d'ailleurs médiocre même par rapport à la productivité allemande et polonaise... L'industrie charbonnière chinoise est donc, finalement, une variable d'ajustement dans le marché mondial...

THE WALKING DEAD... (2)

9 Octobre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Bien sûr, toute série catastrophiste est ridicule. Elles ont, comme les poésies de la Fontaine, et bien d'autres contes et fabliaux, le mérite de mettre le doigt sur les choses qui ne vont pas.

La Fontaine avait des couilles en acier inoxydable à son époque.

A notre époque, c'est plutôt des appendices qui relèveraient de la guerre des boutons.

[Macron a réussi à fâcher](#) tout le monde, et à être en échec total. Ce que je vous disais d'avance. Il ne faut pas croire que le monde précédent n'était pas adapté. Macron veut simplement adapter la France au [Non-modèle](#) européen en déshérence. Au fur et à mesure où la fureur des peuples contre l'aristocratie gagne en intensité et en virulence, on peut dire que la débilité mentale de ce genre de politique, est de plus en plus marquée...

[Patrice Quarteron](#) à Hapsatou Sy : «Hapsatou ferme-la, Zemmour a raison.»

Il devrait d'ailleurs le dire à SOS racisme. Le club de chialeuses professionnelles, patentées, et subventionnées. Et il faut féliciter Patrice Quarteron pour avoir un peu de cervelle, parce qu'il y a des grandes chances, dans le grand réajustement, que les [militants manifestants](#), soient les premiers à se faire casser les os.

[On se pose](#) des questions sur la Chine et ses dollars ? Il faudrait peut être prévenir que le dollar US n'est plus qu'une fiction.

[Quand aux grecs](#) ils se sont bien vengés. Totalement insolubles, ils provoquent l'effondrement du gouvernement et des banques.

[Dernières nouvelles](#) en provenance d'un pub de Bruxelles : "«Vote pitoyable» du Brexit : Juncker regrette la non-intervention de la Commission européenne." Moi aussi, je la regrette, car le Brexit aurait eu une plus grande majorité. Finalement, on doit reconnaître la justesse de la vision de la ligue de la tempérance. L'alcool brûle le cerveau, et c'est le meilleur allié du capitalisme. Aujourd'hui, on peut y rajouter la drogue.

[Salade macédonienne](#) : vote pour/contre l'UE et l'Otan. On leur a demandé de voter l'adhésion, mais la participation ne valide pas le vote.

[Corvée du supermarché](#). Ledit est désormais associé à la corvée. Patience, bientôt, il n'y en aura plus. De supermarché. La corvée, ça s'appelle la journée de solidarité.

Crise du Crack à Paris. Pour 10 000 euros le M2, vous avez une vue imprenable sur le Zoo et sa faune.

Alimentation : les prix vont grimper, et la côte présidentielle descendre. Le lider jupitero a simplement oublié les siècles anciens.

"Quand la nourriture voit son prix augmenter,
le gouvernement voit les troubles s'annoncer...

Et sa popularité dégringoler..."

"Décomposition de la Macronie". En même temps, il suffit de voir et de discuter 5 minutes avec un marcheur ou un député LREM, pour constater aussi qu'on a une vue imprenable sur le Zoo.

L'humanité doit cesser d'émettre du CO₂, prévient le GIEC

Alexandre Shields 7 octobre 2018 LeDevoir.com

(NYOUZ2DÉS : évidemment, comme Alexandre Shields est un vrai journaliste (il ne connaît rien du sujet dont il parle), il ne vous expliquera jamais 1) qu'il n'existe rien pour remplacer les énergies fossiles 2) les conséquences sur nos modes de vie de cesser de produire du CO₂ : la pauvreté extrême.)



Il faudrait réduire au minimum de 35 % d'ici 2050 les GES particulièrement dommageables comme le méthane pour atteindre les objectifs visés

Pour espérer limiter les dégâts pour le climat terrestre, l'humanité devra radicalement réduire ses émissions de gaz à effet de serre et cesser d'émettre du CO₂ d'ici 2050, prévient le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Or, nous sommes toujours très loin du compte, et même si nous y parvenons, nous devons subir des impacts majeurs liés aux bouleversements climatiques.

Le GIEC a publié dimanche soir, heure de Montréal, un nouveau rapport portant sur les impacts d'un réchauffement climatique global limité à 1,5 °C, soit l'objectif le plus ambitieux fixé dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat.

Ce « résumé aux décideurs », qui a fait l'objet de négociations ardues au cours des derniers jours entre les 126 États présents en Corée du Sud pour approuver la version finale, précise également la marche à suivre pour éviter de dépasser cette limite de 1,5 °C.

Premier constat : il est de plus en plus évident que l'humanité manquera de temps pour agir. Le rapport du GIEC souligne ainsi nous avons déjà atteint une hausse moyenne des températures de 1 °C, par rapport à l'ère pré-industrielle, et que le thermomètre mondial se dirige vers une augmentation de 0,2 °C par décennie. À ce rythme, la barre des 1,5 °C sera atteinte « entre 2030 et 2052 », peut-on lire dans cette synthèse qui s'appuie sur 6000 références scientifiques et le travail d'une centaine d'auteurs.

Zéro émission

En clair, malgré l'engagement pris par 195 pays de lutter contre les bouleversements du climat terrestre, les réductions prévues d'émissions de gaz à effet de serre (GES) sont tout simplement insuffisantes. Selon les prévisions actuelles, la planète se trouve sur une trajectoire de hausse moyenne des températures de plus de 3 °C d'ici la fin du siècle, soit le double de la cible jugée la plus sécuritaire par la communauté scientifique.

Qui plus est, souligne le GIEC, des réductions majeures de GES doivent être entamées « bien avant 2030 », sans quoi il ne sera tout simplement plus possible de limiter le réchauffement à 1,5 °C.

Le « résumé aux décideurs » met ainsi en lumière le besoin de réduire les émissions de CO₂ de 45 % d'ici 2030, par rapport à leur niveau de 2010. Il faudrait ensuite atteindre un « zéro net » d'émissions de CO₂ autour de 2050. Pour d'autres GES particulièrement dommageables pour le

climat, comme le méthane, il faudrait les réduire au minimum de 35 % d'ici 2050.

Or, « cela impliquerait des changements rapides, de grande ampleur et sans précédent dans tous les aspects de la société », insiste le GIEC. Notre consommation mondiale d'énergie devrait non seulement être réduite, mais aussi être radicalement différente.

Fin des fossiles

La part des énergies renouvelables devrait combler entre 65 % et 80 % de nos besoins d'ici 2050, tandis qu'il faudrait complètement éliminer le recours au charbon. Quant à l'utilisation du pétrole, le recul nécessaire serait d'au moins 80 %, selon deux scénarios illustrés dans le rapport du GIEC. Pour le gaz naturel, deux des trois trajectoires élaborées font état d'une réduction marquée de son utilisation.

Le rapport, qui met de l'avant une croissance marquée de la production d'énergie nucléaire, plaide en outre pour une réduction de 75 % à 90 % des émissions de CO₂ du secteur industriel, pour le développement rapide du transport « à faibles émissions » de GES, mais aussi pour une meilleure planification du développement urbain et de l'utilisation du territoire, notamment en agriculture. Sans oublier une transformation de notre diète vers un régime qui soit moins « intensif » en utilisation des ressources, ce qui impliquerait entre autres de consommer moins de viande.

En plus de ces changements majeurs, le GIEC évoque, dans tous ces scénarios visant à limiter le réchauffement, l'idée de « retirer » du carbone de l'atmosphère terrestre. Ce retrait peut passer par le reboisement ou la restauration de milieux naturels, mais à très grande échelle. Le rapport mentionne également la capture et le stockage de carbone, une technique qui en est encore à l'étape de méthode expérimentale et dont l'efficacité n'a pas encore été pleinement démontrée.

Un monde déjà bouleversé

À supposer que la communauté internationale se décide à changer de cap et à agir pleinement pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, un tel bouleversement climatique impliquera néanmoins des impacts importants à l'échelle du globe.

Même à 1 °C, les impacts sur les sociétés et les écosystèmes « sont déjà observés », souligne d'ailleurs le GIEC. Plusieurs écosystèmes terrestres et marins ont déjà été modifiés, ce qui altère les « services » qu'ils rendent à l'humanité.

Le dérèglement augmente la fréquence et la puissance des événements climatiques extrêmes. Un réchauffement de 1,5 °C ajoutera à ces effets « extrêmes », par exemple aux vagues de chaleur, aux précipitations élevées, mais aussi aux sécheresses et aux pénuries de précipitations dans certaines régions.

Selon les modèles prévisionnels, le niveau des océans pourrait augmenter de 0,7 mètre d'ici la fin du siècle, même en limitant le réchauffement. Cela aura des impacts pour les États insulaires, mais aussi les communautés côtières. En outre, l'instabilité de la calotte glaciaire en Antarctique et la fonte glaces au Groenland « pourraient mener à une hausse de plusieurs mètres du niveau des océans » au cours des prochains siècles, notent les scientifiques.

Une hausse de 1,5 °C devrait modifier l'aire de distribution de « plusieurs espèces marines »,

mais aussi augmenter les dommages pour plusieurs écosystèmes. Le GIEC évoque « la perte de ressources côtières » et une « réduction de la productivité des pêcheries et de l'aquaculture ».

Disparition des coraux

Pour les coraux de la planète, reconnus pour leur grande biodiversité et leur rôle crucial dans les écosystèmes marins, leur « déclin » sera de l'ordre de 70 % à 90 %, dans un contexte de réchauffement limité. À plus de 2°C, ils devraient complètement disparaître à terme.

Ainsi, résume le GIEC, « les risques climatiques pour la santé, les moyens de subsistance, l'approvisionnement en eau, la sécurité humaine et la croissance économique devraient augmenter avec un réchauffement de 1,5 °C et s'accroître davantage à 2 °C ». Ces risques seront encore plus grands pour les citoyens des pays les plus démunis, confrontés notamment à un recul des terres cultivables.

Les experts du GIEC insistent malgré tout sur un point : il est toujours « possible » de limiter les bouleversements du climat de la Terre, à condition de prendre la mesure de l'urgence. « Les prochaines années sont probablement les plus importantes de notre histoire », souligne Debra Roberts, coprésidente d'un des groupes de travail du GIEC.

Ce nouveau rapport scientifique devrait être au coeur des discussions lors de la conférence sur le climat (COP24) qui se tiendra en Pologne en décembre. L'objectif de la rencontre, qui réunira notamment les pays signataires de l'Accord de Paris, sera de discuter de sa mise en oeuvre, mais aussi de faire le point sur l'avancement des engagements des États.

Climat: un virage majeur est nécessaire

Alexandre Shields 7 octobre 2018 LeDevoir.com

(NYOUZ2DÉS : Alexandre Shields : un ignorant total ou un journaliste aux ordres? Vous diras-t-il qu'il n'existe aucune solution aux problèmes qu'il mentionne? Non.)

Laisser l'essentiel des énergies fossiles dans le sol, transformer en profondeur le secteur des transports, préserver les milieux naturels et changer notre alimentation... Pour tenter de sauver le climat de la planète, il faudrait opérer un virage « sans précédent » dans tous les aspects de la société. Or, nous sommes très loin du but, y compris au Canada, selon ce qui se dégage du nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

À deux mois de la conférence des pays signataires de l'Accord de Paris sur le climat (COP24), les scientifiques viennent de poser un diagnostic indiscutable : la lutte contre les changements climatiques est vouée à l'échec, à moins d'entamer dès maintenant « une transition rapide et de grande portée » qui passe par une sortie des énergies fossiles.



Un bateau transportait des passagers sur le fleuve Padma, au Bangladesh, pendant de fortes pluies en septembre dernier. En seulement cinq ans, plus de 9000 personnes ont été déplacées par le Padma, le principal affluent du Gange, envahissant de plus en plus l'intérieur des terres.

Le GIEC, qui avait reçu le mandat d'étudier les impacts d'un réchauffement de 1,5 °C, mais aussi les moyens de ne pas dépasser ce seuil, insiste ainsi sur le besoin de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre (GES). Selon ce qu'on peut lire dans le document publié lundi en Corée du Sud, l'humanité devra réduire ses émissions de CO₂ de 45 % d'ici 2030, puis les faire complètement disparaître pour 2050.

[Cliquez ici pour lire le résumé du rapport du GIEC \(en anglais\).](#)

« Les prochaines années sont probablement les plus importantes de notre histoire », a d'ailleurs souligné Debra Roberts, coprésidente d'un des groupes de travail du GIEC, au moment de publier le « résumé aux décideurs », qui s'appuie sur plus de 6000 références scientifiques.

D'ici 30 ans, la part des énergies renouvelables devrait combler entre 65 % et 80 % de nos besoins, tandis qu'il faudrait complètement éliminer le recours au charbon. Quant à l'utilisation du pétrole, le recul nécessaire serait d'au moins 80 %, selon deux scénarios illustrés dans le rapport du GIEC. Pour le gaz naturel, deux des trois trajectoires élaborées font état d'une réduction très marquée de son utilisation.

Changements majeurs

Le rapport, qui met en avant une croissance marquée de la production d'énergie nucléaire, plaide en outre pour une réduction de 75 % à 90 % des émissions de CO₂ du secteur industriel, pour le développement rapide du transport « à faibles émissions » de GES, mais aussi pour une meilleure planification du développement urbain et de l'utilisation du territoire, notamment en agriculture. Sans oublier une transformation de notre alimentation vers un régime moins « intensif » en utilisation des ressources, ce qui impliquerait par exemple de consommer moins de viande.

En plus de ces changements majeurs, le GIEC évoque l'idée de « retirer » du carbone de l'atmosphère terrestre. Ce retrait peut passer par le reboisement ou la restauration de milieux naturels, mais à très grande échelle. Le rapport mentionne également la capture et le stockage de carbone, une technique qui en est encore à l'étape de méthode expérimentale et dont l'efficacité n'a pas encore été pleinement démontrée.

À supposer que la communauté internationale se décide à changer de cap et à agir pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, un tel bouleversement climatique impliquera néanmoins des impacts importants à l'échelle du globe (voir encadré). Avec un ajout de 1 °C, « le changement climatique affecte déjà les populations, les écosystèmes et les moyens de subsistance dans le monde entier, avec des effets tels que les inondations ou les sécheresses qui frappent de manière disproportionnée les plus pauvres et les plus vulnérables », a souligné lundi l'ONU, en réaction au rapport du GIEC.

Le problème, soulignent les scientifiques, c'est que les engagements des États conduisent le monde vers une hausse moyenne des températures de plus de 3 °C. Une situation qui provoquerait une multiplication des événements climatiques extrêmes, un recul des zones cultivables et des ressources en eau dans plusieurs régions, une fonte irréversible des glaces des pôles, un dégel du pergélisol qui libérerait d'énormes quantités de méthane, la montée considérable du niveau des océans, l'afflux de millions de réfugiés climatiques et la disparition de pans majeurs de la biodiversité mondiale.

Le Canada salue le GIEC

À la lecture des constats du GIEC, le gouvernement Trudeau a réaffirmé lundi son engagement à lutter contre les changements climatiques. « Nous sommes déterminés à atteindre ou à dépasser nos objectifs de l'Accord de Paris, et on sait qu'on doit en faire plus. Je suis impatiente de poursuivre ce travail essentiel à la COP24. Ensemble, on doit construire un avenir plus propre pour nos enfants et petits-enfants », a réagi la ministre de l'Environnement, Catherine McKenna, sur Twitter.

Elle a du même coup critiqué les conservateurs, qui s'en prennent au plan climatique fédéral. « L'action pour le climat ne devrait pas être une question partisane. Le moment est venu pour les politiciens conservateurs de cesser de jouer au hasard avec l'avenir de nos enfants », a-t-elle écrit sur Facebook. En plus du Parti conservateur du Canada, trois provinces contestent ouvertement la « taxe carbone » des libéraux fédéraux.

Pour Greenpeace, le gouvernement Trudeau n'en fait toutefois clairement pas assez pour réduire les émissions de GES. « Le Canada n'est vraiment pas en voie de respecter l'Accord de Paris et, si un sérieux coup de barre n'est pas donné, il ratera complètement la cible de réduction d'émissions de gaz à effet de serre qu'il s'est donnée pour 2030 », selon son porte-parole, Patrick Bonin.

L'économiste François Delorme, de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke, estime par ailleurs qu'Ottawa envoie « le mauvais signal » en appuyant sans réserve le secteur pétrolier et gazier, notamment par le rachat du pipeline Trans Mountain. « On ne peut pas demander aux gens de changer leurs habitudes tout en subventionnant les énergies fossiles », a-t-il souligné lundi.

« Le rapport du GIEC nous dit au contraire qu'il est urgent de corriger la trajectoire », a ajouté M. Delorme. Les investissements dans la transition énergétique doivent d'ailleurs être une priorité, selon ce qu'on peut lire dans le rapport. Il faudrait y consacrer chaque année 2,5 % du PIB mondial, selon le GIEC. Cela équivaut à 2400 milliards de dollars.

Quels seront les impacts d'un réchauffement de 1,5 °C ?

Augmentation des événements climatiques « extrêmes » : vagues de chaleur, précipitations élevées, sécheresses, etc.

Hausse du niveau des océans pouvant atteindre 0,7 mètre d'ici 2100.

« **Déclin** » de 70 % à 90 % des récifs de corail.

« **Perte de ressources côtières** » et « réduction de la productivité des pêcheries et de l'aquaculture ».

Modification de l'aire de distribution de « plusieurs espèces marines », mais aussi augmentation des dommages pour plusieurs écosystèmes terrestres et marins.

Le prix Nobel d'économie revient à deux Américains pour leurs travaux sur le lien entre économie et climat

Ludovic Dupin avec AFP 8 octobre 2018 NovEthic.com

(NYOUZ2DÉS : il ne reste plus maintenant qu'à établir officiellement le lien entre énergies fossiles et richesse économique.)

Le jour où le groupe d'experts onusien du climat, le GIEC, lance une alerte mondiale sur le réchauffement, la Banque de Suède remet son prix "en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel", dit Prix Nobel, à deux Américains qui ont établi les relations fondamentales entre l'activité économique et le climat. Selon le jury, les deux hommes ont œuvré à conjuguer "l'économie mondiale et bien-être de la population".



Le prix Nobel d'économie 2018 est attribué à deux américains : Paul Romer et William Nordhaus.

@HenrikMontgomery/TTNewsAgency/AFP

Allier innovation, climat et économie pour plus de croissance verte : le 50e prix Nobel d'économie a été attribué lundi aux Américains Paul Romer et William Nordhaus qui ont

modélisé les vertus et nuisances de l'activité économique sur le climat.

Favoris du Nobel depuis plusieurs années, les co-lauréats "*ont mis au point des méthodes qui répondent à des défis parmi les plus fondamentaux et pressants de notre temps : conjuguer croissance durable à long terme de l'économie mondiale et bien-être de la population de la planète*", a indiqué l'Académie royale des sciences.

Notion de "Croissance durable"

Paul Romer, chercheur de 62 ans, est ancien économiste en chef de la Banque mondiale. Il est connu pour avoir théorisé "*la croissance endogène*" dès 1986, montrant comment l'innovation et le progrès technique participent de manière importante à la croissance. Ce modèle a été adapté dans les recherches de William Nordhaus pour l'innovation verte et à l'idée d'une croissance durable.

Il a notamment mis en avant le rôle des forces économiques et des régulations dans "*l'inclination*" des entreprises à innover. "*Nombreux sont ceux qui pensent que la protection de l'environnement est si coûteuse et difficile à mettre en œuvre qu'ils préfèrent ignorer le problème, voire nier son existence*", a déclaré à l'académie Paul Romer, aujourd'hui enseignant à la Stern School of Business de l'université de New York.

Prédiction des politiques climatiques

Son compatriote William Nordhaus, 77 ans, professeur à l'université de Yale, s'est spécialisé dans la recherche des conséquences économiques du réchauffement climatique. Il a été le premier, dans les années 1990, à modéliser le lien entre l'activité économique et le climat en conjuguant les théories et l'expérience tirées de la physique, de la chimie et de l'économie. Ces travaux font aujourd'hui autorité pour prédire ou quantifier les conséquences des politiques climatiques, par exemple la taxe carbone.

La remise du prix Nobel d'économie coïncide avec [la publication d'un rapport de 400 pages par les experts climat de l'ONU \(Giec\)](#) qui expose les nombreux effets déjà à l'œuvre, et notamment la menace d'emballement au-delà d'1,5°C de réchauffement (par rapport aux niveaux préindustriels) : vagues de chaleur, extinctions d'espèces, ou déstabilisation des calottes polaires, source de montée des océans sur le long terme.

(Mystification totale:)

Climat : « La question des inégalités est fondamentale ; elle est au cœur du rapport du Giec »

Propos recueillis au téléphone par Marie Astier 8 octobre 2018

Entretien avec Henri Waisman Reporterre

Pour maintenir le réchauffement climatique au-dessous de 1,5 °C, il faut réduire drastiquement et rapidement les émissions de gaz à effet de serre. Tel est le message central du rapport du Giec publié lundi 8 octobre. Explication par l'un des ses auteurs, le chercheur Henri Waisman. *En décembre 2015, les représentants de 195 nations adoptaient l'Accord de Paris. Celui-ci fixait l'objectif de limiter le changement climatique en-dessous de 2 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, et « poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5 °C. » Mais quelle différence entre 1,5 °C et 2 °C de plus ? Est-il encore possible de se limiter au plus bas ? Pour répondre à ces*

questions, le Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) a préparé un rapport : il a été discuté la semaine dernière en Corée du Sud, et publié lundi 8 octobre au matin. Henri Waisman, chercheur à l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales) et un des coordinateurs du rapport, a répondu aux questions de Reporterre depuis Séoul.



Henri Waisman.

Reporterre — Quelle différence entre un réchauffement de 1,5 °C par rapport à l'ère pré-industrielle et un réchauffement de 2 °C ?

Henri Waisman — Les résultats montrent que sur un ensemble de systèmes, les impacts sont significativement plus faibles à plus 1,5 °C qu'à plus 2 °C et que pour certains systèmes, on peut éviter des effets irréversibles.

Par exemple, le phénomène de fonte totale de la glace dans l'océan Arctique pendant l'été arriverait une fois tous les cent ans dans un scénario à 1,5 °C, alors que cela risquerait d'arriver une fois par décennie dans un scénario à 2 °C.

Il ne faut donc pas s'attendre à des effets linéaires, mais à des effets d'accélération extrêmement importante des impacts. Chaque petite augmentation de température a un impact significatif sur tous les systèmes.

Quelles conséquences cela a-t-il du point de vue des sociétés humaines ?

La question des inégalités est fondamentale et elle est au cœur de ce rapport. Il montre qu'un scénario à 1,5 °C plutôt que 2 °C rend beaucoup plus facile l'atteinte des objectifs du développement durable, et en particulier la réduction de la pauvreté et des inégalités [*ce scénario indique que plusieurs centaines de millions de personnes de plus risqueraient d'être fragilisées et plongées dans la pauvreté dans le cadre d'un réchauffement à 2 °C plutôt qu'à 1,5 °C*]. Ce qui pose en regard la question de comment, tout en réduisant très fortement les émissions de gaz à effet de serre, ne pas affecter négativement ces populations.

Face à ce tableau, la bonne nouvelle du rapport est que l'on peut encore limiter le changement climatique à + 1,5 °C. Quels sont les scénarios pour y parvenir ?

Ils se distinguent par deux éléments fondamentaux, liés entre eux : les émissions négatives — on enlève du carbone de l'atmosphère —, et en relation avec cela, l'ampleur des actions à court terme qui sont menées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Ensuite, les scénarios proposent différents rythmes d'évolution de la trajectoire, avec notamment un facteur : dans quelle mesure ces scénarios considèrent-ils un dépassement du 1,5 °C avant d'y revenir ? Dans certains scénarios, ce dépassement [*désigné par « overshoot » dans le texte en anglais du rapport*] est important et dans d'autres, il est soit absent, soit limité.

Vous parlez d'émissions négatives. Tous les scénarios en prévoient donc, à plus ou moins grande échelle. De quoi s'agit-il ?

Un premier type de solution à émissions négatives s'appuie sur la technique du captage du CO₂ en combinaison avec la bio-énergie. Ce sont les solutions que l'on appelle BECCS - *bioenergy with carbon capture and storage*. Elles s'appuient sur les plantes qui, quand elles poussent, captent et donc retirent du carbone de l'atmosphère. Ensuite on les brûle dans une centrale qui fait de l'électricité, mais n'émet pas de CO₂, car il est capté à la sortie de l'usine et envoyé sous terre. Au total, l'ensemble de la solution permet d'extraire du carbone de l'atmosphère. La deuxième grande famille de solutions sont toutes les actions à mener pour étendre les forêts, qui sont des puits naturels de CO₂.



Les forêts sont une des solutions clés pour lutter contre le réchauffement (ici forêt dans les Ardennes).

Tous les scénarios qui vont à 1,5 °C mobilisent à un moment ou un autre des solutions pour retirer du carbone de l'atmosphère, mais la quantité des émissions retirées et le type de solution technologique à mobiliser pour le faire va varier très fortement. En particulier, la première famille de scénarios montre qu'avec des actions extrêmement rapides à court terme pour faire décroître fortement les émissions, on peut ne pas avoir besoin de captage et stockage de CO₂, et avoir uniquement besoin d'un petit peu de solutions liées à la forêt.

Y a-t-il donc des scénarios plus souhaitables que d'autres ?

Notre analyse montre surtout que beaucoup des options possibles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ont des effets positifs sur les objectifs de développement durable. Par exemple, une des choses fondamentales dans un scénario à 1,5 °C, c'est de réduire très drastiquement la part des carburants fossiles et leur rôle dans le système économique. Cela aurait des effets extrêmement bénéfiques sur la santé, notamment dans les villes, car ces carburants émettent à la fois des gaz à effet de serre et des polluants locaux.

A vous entendre, on comprend qu'il faudrait un sursaut historique pour arriver à ce scénario de seulement 1,5 °C de réchauffement. Les discussions de cette semaine, qui ont réuni les représentants des pays de l'Accord de Paris, vous ont-elles donné espoir ?

Cette semaine, on avait en face de nous des délégués de tous les gouvernements du monde. Les discussions ont été animées et riches. Elles montrent un intérêt très important de tous les pays du monde qui manifestement prennent le sujet au sérieux. La préoccupation des participants était de s'assurer que les messages publiés dans le résumé du rapport, dit "*pour les décideurs*", soient suffisamment clairs, accessibles et utilisables dans le processus de décision réel.



Les auteurs du rapport du Giec saluent son adoption, le 8 octobre 2018.

Pourtant, en Allemagne, la forêt de Hambach a été évacuée des militants qui s'opposent à ce qu'elle soit rasée au profit d'une mine de charbon. La Pologne, qui accueille à la fin de l'année la prochaine conférence des parties sur le Climat ne semble pas prête à arrêter le charbon non plus. On ne peut pas dire que tous les signaux soient au vert...

Ce qui ressort clairement de l'évaluation que l'on a faite de la littérature est que les contributions nationales des pays - leurs engagements en terme de réduction d'émissions - sont très significativement insuffisantes pour atteindre un scénario de 1,5 °C d'ici la fin du siècle [*Au rythme actuel, selon le rapport, on atteindrait 1,5 °C entre 2030 et 2052*]. Il y a donc besoin de réviser ces contributions nationales. C'est tout le processus en cours à la suite de l'Accord de Paris.

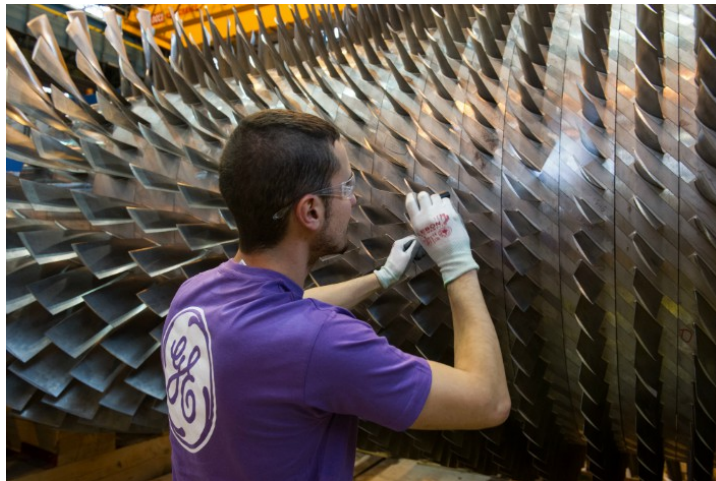
Mais rappelons qu'au moment de cet Accord, la littérature scientifique sur un scénario à 1,5 °C était quasiment inexistante, tout simplement parce que à l'époque l'objectif de 2 °C paraissait déjà ambitieux. Donc le simple fait que ce rapport ait été commandé, et que le Giec ait accepté de s'en saisir, a conduit à une accélération extrêmement rapide de la littérature scientifique sur ce sujet au cours des deux dernières années. Un cercle vertueux a été créé : des connaissances

scientifiques plus détaillées ont été produites, avec l'objectif d'informer les discussions en cours au sein de la communauté internationale, et dans chaque pays.

[La déroute de General Electric illustre les risques d'une transition énergétique loupée](#)

Ludovic Dupin NovEthic.fr 5 octobre 2018

General Electric est en pleine déroute. La dépréciation d'actifs de 23 milliards d'euros dessine les prémices d'une restructuration du conglomérat et beaucoup de perte d'emplois. La cause est notamment d'avoir parié sur le gaz en rachetant la branche énergie d'Alstom, alors que le marché a fait le choix des renouvelables et du charbon.



*Ouvrier de GE travaillant sur une turbine à gaz dans l'usine de Belfort (Territoire de Belfort).
@SébastienBozon/AFP*

Si le génial Thomas Edison voit ce qu'il arrive à la société qu'il a fondé en 1892, General Electric, il doit se retourner dans sa tombe. Ces dernières années, l'entreprise a souffert. Mais, en ce début octobre, c'est une véritable déroute qui s'annonce. GE a annoncé une dépréciation d'actifs de 23 milliards de dollars dans sa division énergie, l'une des plus importantes de l'histoire, et dans la foulée le licenciement de son PDG John Flannery, remplacé par Lawrence Culp.

En juin dernier, l'entreprise avait déjà été humiliée en étant exclue du Dow Jones, l'indice américain, où elle figurait depuis sa création à la fin du XIXe siècle. Si les difficultés initiales datent de la crise financière de 2008, c'est le rachat finalement très mal avisé de la branche énergie d'Alstom qui a fait plonger le conglomérat géant américain.

Le marché s'est retourné

En 2015, après une lutte contre le tandem Siemens-Mitsubishi, l'américain a acheté pour 12 milliards de dollars cette branche de l'entreprise française, spécialisée dans la fabrication de turbines. Il sera en cela bien aidé par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, qui poussera à choisir l'offre américaine et écartera les craintes d'une grande partie des députés de voir disparaître un actif stratégique, en particulier en ce qui concerne les turbines nucléaires.

Mais depuis le marché énergétique "*s'est retourné*", comme l'expliquent les industriels du secteur. Au début des années 2010, les experts de l'énergie, comme l'Agence Internationale de l'énergie (l'AIE), prévoient un avènement du gaz comme énergie de transition. Mais telle ne fut pas la réalité.

16 000 salariés en France

D'un côté, le charbon a beaucoup mieux résisté qu'attendu, représentant toujours - et pour encore trop longtemps - plus d'un quart de l'énergie primaire de la planète. De l'autre, la baisse des coûts des énergies renouvelables leur a permis un essor rapide. En conséquence, le marché de la construction de centrales à gaz s'est réduit comme peau de chagrin, surtout en Europe.

Les capacités de production de turbine sont aujourd'hui très surdimensionnées par rapport à la demande. Les plans de restructuration dans le secteur en témoignent. Fin 2017, l'Allemand Siemens a annoncé 7 000 suppressions de postes d'ici 2020 et a réorganisé toutes ses branches. GE, avant sa dépréciation d'actifs, avait déjà annoncé 6 000 suppressions de postes et 20 milliards de cessions.

En se débarrassant de sa branche énergie, Alstom et son ancien PDG Patrick Kron ont sans doute réalisé un bon coup. En revanche, c'est une opération perdant-perdant pour la France. Alors que le pays a perdu la main sur une entreprise stratégique pour le programme énergétique national, il doit maintenant faire face désormais à une note sociale qui va être très lourde. GE en France, c'est quatre centres d'expertise et 16 000 salariés dont 11 000 dans le seul secteur de l'énergie.

Impuissance de Bercy ?

Lors du deal sur le rachat d'Alstom, GE avait promis la création de 1 000 postes. Promesse désormais enterrée. Mais surtout, il va falloir gérer la destruction d'emplois. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, veut mettre la pression sur le conglomérat américain. "*Des engagements avaient été pris par GE, j'avais rencontré le président de General Electric il y a quelques mois et je devais le revoir au courant du mois d'octobre pour m'assurer qu'il tienne ses engagements sur la compensation des emplois non créés*", assure-t-il.

Le ministre français veut recevoir rapidement le nouveau PDG de GE. Le travail de ce dernier est colossal. Il va devoir démanteler l'immense conglomérat, qui fut jusqu'à la fin des années 90 la plus puissante entreprise au monde, pour la recentrer sur les activités les plus rentables : l'aéronautique et la médecine. Dans ce contexte, il n'est pas sûr que Lawrence Culp prenne le temps de faire un crochet par Bercy.

Cartographie: Comment chaque partie du monde s'est réchauffée - et pourrait continuer à se réchauffer

Jean-Marc Jancovici 10 octobre 2018

Le changement climatique est souvent communiqué en regardant la température moyenne mondiale. Mais une moyenne globale pourrait ne pas signifier grand chose pour une personne moyenne. La manière dont le climat est susceptible de changer spécifiquement là où vivent les gens est, dans la plupart des cas, une considération beaucoup plus importante.

Carbon Brief a combiné les changements de température observés avec les projections de

modèles climatiques futurs pour montrer comment le climat a changé jusqu'à présent, mais aussi comment il pourrait changer à l'avenir dans toutes les différentes parties du monde.

Pour faire ça, le monde a été divisé en «cellules de grille» représentant chaque degré de latitude et chaque degré de longitude. Cela donne 64 800 cellules de grille, qui ont généralement une largeur d'environ 100 kilomètres. (En réalité, ils sont un peu plus gros à l'équateur et plus petits près des pôles.)

La carte superposée à la zone interactive ci-dessus indique l'ampleur du réchauffement attendu dans chaque cellule de la grille, en fonction des futurs scénarios de trajectoire du forçage radiatif (RCP) élaborés par les climatologues. Ces quatre scénarios représentent différentes trajectoires d'émission futures possibles. Ils vont du scénario RCP2.6 à faible réchauffement, qui maintient le réchauffement planétaire de l'ère préindustrielle à moins de 2 ° C, jusqu'au scénario RCP8.5 à fort réchauffement qui ferait probablement passer les températures mondiales au-dessus de 4 ° C.

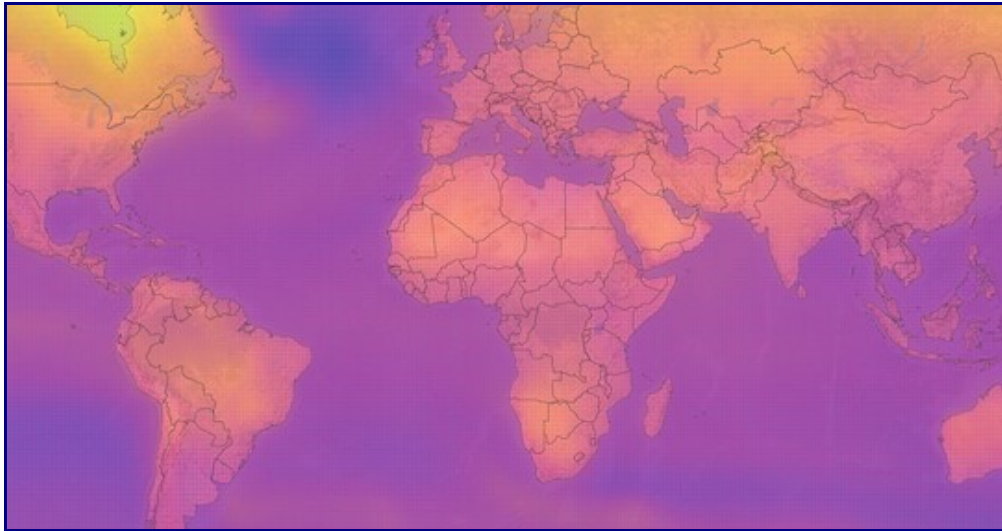
Comment utiliser cette carte

En cliquant sur une cellule de la grille, une barre latérale affiche l'historique des températures pour cet emplacement entre 1850 et 2017, par année (en blanc) et avec une moyenne lissée sur 10 ans (en rouge). Un graphique supplémentaire montre le réchauffement futur projeté pour cet emplacement dans les quatre scénarios différents de RCP de 2000 à 2100 - en violet, rouge, orange et jaune. Les températures historiques et futures sont présentées par rapport à une période de référence de 1951 à 1980.

La barre latérale indique à la fois l'ampleur du réchauffement qui s'est produit entre les 30 premières années du record et la dernière décennie. En outre, il indique l'ampleur du réchauffement prévu d'ici 2100 par rapport à la période de référence.

Des emplacements spécifiques peuvent également être saisis dans la barre de recherche dans le coin supérieur gauche. Les températures observées passées et futures pour chaque site peuvent être téléchargées en cliquant sur le lien «télécharger le fichier csv». En cliquant sur le symbole «home» sur la gauche, l'interactif reviendra à son point de départ par défaut. (Remarque: les utilisateurs d'ordinateurs portables ou d'autres petits écrans peuvent vouloir effectuer un zoom arrière sur leur navigateur pour une meilleure vue de la carte.)

(publié par J-Pierre Dieterlen)



carbonbrief.org

Mapped: How every part of the world has warmed – and could continue to warm |...

Climat : William Nordhaus (Prix Nobel) est-il bien sérieux ?

Antonin Pottier 09/10/2018 <https://www.alternatives-economiques.fr/>

William Nordhaus est l'un des deux lauréats 2018 du prix de la Banque de Suède en économie - en association avec [Paul Romer, théoricien de la croissance endogène](#). Le professeur à la prestigieuse université de Yale est récompensé principalement pour avoir conçu des modèles économiques qui intègrent le changement climatique, comme le modèle DICE pour *Dynamic Integrated Climate-Economy* (modèle dynamique intégré de l'économie et du climat), et le modèle RICE, version régionalisée du précédent.



Conçus dans les années 1990, diffusés sur son [site personnel](#), disponibles dans une version Excel, ces deux modèles ont été adoptés par de nombreux économistes. Grâce à ces modèles et aux nombreuses publications qu'il en a tirées dans le champ de l'économie du changement climatique, Nordhaus a ouvert un nouveau domaine d'application de l'analyse économique. C'est ce rôle d'initiateur qui, aux yeux de l'Académie royale, justifie l'attribution de ce prix.

Un pionnier de l'étude économique du climat

Né en 1941, docteur du MIT, Nordhaus entre à l'université de Yale en 1967 où il fera toute sa

carrière. Il s'intéresse tôt aux critiques sociales et écologistes de la croissance. Lorsque le rapport du club de Rome, *Halte à la croissance*, alerte en 1972 sur les conséquences négatives de la croissance économique et démographique, Nordhaus le critique vertement pour son absence de données empiriques. Mais, aiguillonné, il identifie le réchauffement climatique comme un problème potentiellement sérieux et demandant de plus amples investigations.

Nordhaus s'intéresse tôt aux critiques sociales et écologistes de la croissance

[Twitter](#)

En prenant appui sur les travaux des sciences de la nature, il étudie et modélise chacune des pièces composant le puzzle climatique : le système énergétique qui génère les émissions de CO₂, le cycle du carbone qui transforme les émissions en hausse de concentration de CO₂ dans l'atmosphère, et enfin le module climatique, qui relie la concentration atmosphérique du CO₂ à la hausse de température globale. En 1977 (onze ans avant la création du GIEC), il offre une [première synthèse](#) à l'*American Economic Review* en calculant ce qu'il en coûterait de stabiliser les concentrations de CO₂.

Un modèle reconnu

C'est dans les années 1980 qu'il effectue la jonction de ses travaux avec la théorie de la croissance, qui lui vaut aujourd'hui d'être récompensé. Nordhaus s'appuie sur le [modèle de croissance développé par Robert Solow](#) (1956), qui représente la croissance d'une économie sous la pression de l'accumulation du capital et du progrès technique. Ce modèle de Solow est à la base des prospectives économiques de long terme et, à l'époque, de la macro-économie de court terme (avec les [Real Business Cycles](#)).

L'économie agit sur le climat, qui rétroagit sur l'économie

[Twitter](#)

Pour aboutir au modèle DICE, Nordhaus y ajoute des émissions de CO₂, sous-produit de l'activité économique, qui se traduisent par des hausses de température, lesquelles causent des dommages (des pertes de PIB). L'économie agit donc sur le climat, qui rétroagit sur l'économie.

Les émissions peuvent être réduites pour diminuer les dommages du changement climatique. Mais cela se traduit par des coûts supplémentaires, que l'on peut interpréter comme les coûts de la transition d'un système énergétique reposant sur les énergies fossiles à un système décarboné. Voilà la structure du modèle DICE, qui restera inchangée au fil des mises à jour que fera Nordhaus pendant plus de 25 ans.

Du monde aux régions du monde

Le modèle permet de calculer le bon niveau de réductions d'émissions en fonction d'un objectif choisi. Il donne aux travaux de Nordhaus une place centrale sur toutes les questions de lien entre économie et climat, car ils ouvrent de nombreuses questions : comment évaluer les dommages du changement climatique? Quels sont les coûts de transition? Comment paramétrer

le comportement du climat? Comment mettre en œuvre les réductions d'émissions ?

Comment évaluer les dommages du changement climatique? Comment mettre en œuvre les réductions d'émissions ? Telles sont les questions qu'ouvrent les travaux de William Nordhaus

[Twitter](#)

Le modèle RICE (1996), qui désagrège l'économie mondiale en 10 régions, ouvre de nouvelles interrogations, liées pour partie à la théorie des jeux : comment coordonner les efforts de réductions entre les grandes économies mondiales? Comment éviter les comportements de [passager clandestin](#) ? Quel est le résultat prévisible si chacun des Etats poursuit son intérêt sans souci des autres? Ces questions, et de nombreuses autres, Nordhaus les traitera au long de sa carrière. Du strict point de vue de l'analyse économique, son rôle pionnier (à côté d'autres chercheurs connus des spécialistes), le caractère central de ses travaux et la large diffusion de ses modèles, justifient ce prix de la banque de Suède.

Une approche limitée

On peut cependant prendre un peu de recul et s'interroger sur les représentations du problème climatique qui ressort de ces travaux. Les modèles de Nordhaus sont très différents des modèles d'évaluation utilisés pour déterminer avec quelles mesures politiques et techniques on peut réaliser certains scénarios d'émission, comme les objectifs 20-20-20 de l'Union européenne (20 % d'économie d'énergie, 20 % de réduction d'émissions en 2020), le facteur 4 en France (division par quatre des émissions de CO₂ en 2050), ou aujourd'hui la neutralité carbone.

Les modèles de Nordhaus sont conçus pour répondre à une question différente : quel est le scénario optimal ? Quelle est la cible que les politiques devraient choisir ? Nordhaus cherche en fait le réchauffement climatique optimal, celui qui maximise le bien-être intertemporel. Il se pose non en aide à la décision, mais en arbitre de la décision.

Nordhaus cherche le réchauffement climatique optimal. Il ne se pose pas en aide à la décision, mais en arbitre

[Twitter](#)

Cela le conduit à préconiser une action politique très graduelle (la [policy ramp](#)), commençant par de faibles réductions d'émissions et montrant en puissance au cours du XXI siècle. A ce titre, il trouvait trop ambitieux le protocole de Kyoto, maigre tentative - au demeurant avortée - de juguler les émissions des pays développés.

Les réductions d'émissions doivent aux yeux de Nordhaus se faire à moindre coût, ce qui implique de donner un prix au carbone, et que ce prix soit le même dans tous les pays du monde. Or c'est un point de blocage dans les négociations internationales pour les pays en développement. L'accord de Paris obtenu en 2015 n'a pu l'être que grâce à la reconnaissance de politiques et mesures différenciées selon les pays.

Le changement climatique ? Un problème bénin...

Les controverses qui émaillent l'économie du changement climatique depuis ses débuts ont mis en évidence les choix sélectifs de Nordhaus et les difficultés de son approche. Nordhaus a par exemple vigoureusement critiqué le rapport Stern (2006) qui préconisait une action d'envergure pour réduire les émissions de CO₂. Le débat qui s'en est suivi a mis en évidence l'influence disproportionnée d'un paramètre technique, le taux d'actualisation, qui règle en quelque sorte le poids des générations futures par rapport aux présentes. Or la valeur donnée par ce paramètre à Nordhaus conduit à écraser complètement le futur.

1 % de PIB pour un réchauffement de 2°C en 2100, moins de 10 % pour un réchauffement de 6° C... Les valeurs que Nordhaus attribue aux dommages du changement climatique paraissent bien faibles

[Twitter](#)

Les valeurs que l'économiste attribue aux dommages du changement climatique paraissent également bien faibles : 1 % de PIB pour un réchauffement de 2°C en 2100, moins de 10 % pour un réchauffement de 6° C (du jamais vu depuis plusieurs millions d'années !). A le lire, le changement climatique apparaît comme un problème bénin, qui ne modifie pas une croissance de long terme se poursuivant vaillamment à un rythme de 2 % par an.

Une approche réductrice

Mais chez Nordhaus, c'est sans doute la formulation même du problème climatique qui est la plus déroutante. Il aborde en effet la question par le biais d'une analyse coût-bénéfice. Autrement dit, il s'agit pour lui de savoir si les coûts de la transition énergétique payés aujourd'hui sont compensés par les dommages évités dans le futur. Dans le modèle de Nordhaus, réduire les émissions de CO₂ n'est qu'un élément d'une stratégie d'investissement dans le futur, à côté de l'accumulation du capital. On sacrifie quelques pouièmes de PIB maintenant pour en regagner dans 100 ans.

Dans le modèle de Nordhaus, réduire les émissions de CO₂ n'est qu'un élément d'une stratégie d'investissement dans le futur

[Twitter](#)

Est-ce vraiment bien de cela dont il s'agit ? N'est-ce pas là une vision singulièrement réductrice, voire complètement décalée, des raisons d'éviter le réchauffement climatique, écartant délibérément de nombreuses dimensions du changement climatique, et notamment la dimension existentielle, tant pour les individus, que pour les cultures, les sociétés et les écosystèmes ?

Un réchauffement optimal à 3,5 ° !

En définitive, quel futur nous promet le réchauffement optimal recherché par William Nordhaus ? Dans [l'argumentaire des jurys du prix de la Banque de Suède](#), on trouve un graphique présentant la trajectoire « optimale » d'émissions de CO₂ selon Nordhaus, trajectoire

qui passe de 35 Gt CO₂ par an en 2015 à environ 15 Gt CO₂ à la fin du siècle. Il faut [quelques recherches](#) pour se rendre compte que la solution optimale de Nordhaus conduit à un réchauffement... de 3,5° C en 2100. A peine une légère inflexion par rapport aux 4°C et quelques du scénario sans interventions !

La solution optimale de Nordhaus conduit à un réchauffement... de 3,5° C en 2100

[Twitter](#)

Oui vous avez bien lu : quand on est économiste, on peut aujourd'hui proposer sans rire un réchauffement optimal de 3,5°C et être récompensé pour les travaux qui l'affirment ! Le jour même où le GIEC discutait des moyens de limiter le réchauffement à 1,5°C, l'attribution du prix de la banque de Suède à Nordhaus est-elle vraiment le signe que la « science économique » prend enfin le réchauffement climatique au sérieux ?

Antonin Pottier est économiste, spécialiste du changement climatique

(Blague du jour:)

MANIFESTE ÉTUDIANT POUR UN RÉVEIL ÉCOLOGIQUE

<https://pour-un-reveil-ecologique.fr/> octobre 2018

Nous, étudiants en 2018, faisons le constat suivant : malgré les multiples appels de la communauté scientifique, malgré les changements irréversibles d'ores-et-déjà observés à travers le monde, nos sociétés continuent leur trajectoire vers une catastrophe environnementale et humaine.

Faut-il le rappeler ? Chacune des trois dernières décennies a été plus chaude que la précédente et que toutes les autres décennies depuis 1850^[I]. En cette année 2018, même les pays scandinaves ont été touchés par des feux de forêts d'une ampleur inhabituelle^[II]. Aujourd'hui déjà, 60% des espèces en Europe sont en situation de conservation défavorable^[III] et le tiers de l'humanité est touché par la désertification des sols^[IV]. Du fait de l'augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes, de la baisse des rendements agricoles et de la recrudescence des maladies, plus de 100 millions de personnes risquent de passer sous le seuil de pauvreté d'ici 2030^[V]. D'ici 2050, 250 millions de personnes devraient se déplacer suite à des événements extrêmes liés au changement climatique^[VI].

La liste est longue alors essayons de faire court : nous avons, à l'échelle mondiale, franchi au moins 4 des 9 "limites planétaires"^[VII] au-delà desquelles les dégradations environnementales risquent de provoquer des changements brutaux du système-Terre, compromettant la poursuite des activités humaines. Faudra-t-il attendre que toutes les limites soient franchies avant que nous ne réagissions ? Certes, lors de la COP21 en 2015, 195 pays, appuyés par des groupements d'experts et des ONG, se sont accordés, sans pour autant se contraindre, quant à la nécessité de contenir le réchauffement climatique à moins de 2 °C pour ne pas risquer un emballement incontrôlable du climat. Mais étant donné l'écart^[VIII] entre les engagements

chiffrés des États et les réductions nécessaires d'émissions, nous constatons avec frustration que les actions proposées sont fondamentalement insuffisantes au regard des défis qui se présentent à nous.

Insuffisantes, car elles ne permettent pas de traiter les causes profondes du problème. Le fonctionnement actuel de nos sociétés modernes, fondé sur la croissance du PIB sans réelle considération des manques de cet indicateur, est responsable au premier chef des problèmes environnementaux et des crises sociales qui en découlent. Nos systèmes économiques n'ont toujours pas intégré la finitude des ressources^[IX] ni l'irréversibilité de certaines dégradations écologiques ; ils ignorent jusqu'à leur propre fragilité face aux dérèglements environnementaux et au creusement des inégalités. Nos systèmes politiques, contraints par l'expression d'intérêts contradictoires souvent éloignés de l'intérêt général, peinent à proposer une vision à long terme et à prendre des décisions ambitieuses effectives pour un renouveau de société. Nos systèmes idéologiques, enfin, valorisent des comportements individualistes de recherche du profit et de consommation sans limite, nous conduisant à considérer comme « normaux » des modes de vie pourtant loin d'être soutenables. Nous nous bornons au mieux à l'ignorance, au pire au déni.

Nous, signataires de ce manifeste, sommes pourtant convaincus que ce sombre tableau n'est pas une fatalité. Deux options s'offrent aujourd'hui à nous : poursuivre la trajectoire destructrice de nos sociétés, se contenter de l'engagement d'une minorité de personnes et en attendre les conséquences ; ou bien prendre notre avenir en main en décidant collectivement d'anticiper et d'inclure dans notre quotidien et nos métiers une ambition sociale et environnementale, afin de changer de cap et ne pas finir dans l'impasse.

L'avantage de la première option est sa facilité, puisqu'il s'agit de ne rien changer, ou bien de continuer à opérer des changements superficiels. Il faudrait alors que les jeunes que nous sommes observent, tout au long de leur vie, la machine s'essouffler sans réagir ? Nous refusons qu'il en soit ainsi. Nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'un changement radical de trajectoire est aujourd'hui l'option qui nous offre les perspectives d'avenir les plus épanouissantes. Même si nous disposons peut-être d'un répit avant que nos pays riches et tempérés ne subissent de graves dommages dus aux problèmes environnementaux, nous refusons que ce délai soit un prétexte à l'inaction, en particulier quand d'autres souffrent déjà des conséquences de notre modèle de développement. Un Français moyen fait en effet partie des 3% les plus riches de la planète, et près de trois planètes seraient nécessaires à la généralisation de son mode de vie à l'échelle du globe^[X]. Nous bénéficions actuellement de ces injustices, et en serons d'autant plus responsables si nous ne nous engageons pas dès maintenant à les combattre.

Face à l'ampleur du défi, nous avons conscience que les engagements individuels, bien que louables, ne suffiront pas. En effet, à quoi cela rime-t-il de se déplacer à vélo, quand on travaille par ailleurs pour une entreprise dont l'activité contribue à l'accélération du changement climatique ou de l'épuisement des ressources ? Au fur et à mesure que nous nous approchons de notre premier emploi, nous nous apercevons que le système dont nous faisons partie nous oriente vers des postes souvent incompatibles avec le fruit de nos réflexions et nous enferme dans des contradictions quotidiennes. Nous sommes déterminés, mais ne pouvons pas agir seuls : nous ne pourrions surmonter ces contradictions qu'avec l'implication active des décideurs économiques et politiques, dont le seul objectif doit être de servir durablement

l'intérêt général.

Nous, futurs travailleurs, sommes prêts à questionner notre zone de confort pour que la société change profondément.

Nous souhaitons profiter de la marge d'action dont nous bénéficions en tant qu'étudiants en nous tournant vers les employeurs que nous estimerons en accord avec nos revendications exprimées dans ce manifeste. Nous affirmons qu'il est possible de bien vivre sans sombrer ni dans l'ultra-consommation ni dans le dénuement total ; que l'économie doit être consciente de sa dépendance à son environnement pour être pérenne ; et que la réponse aux problèmes environnementaux est cruciale pour la réduction des inégalités et des risques de conflits. La société que nous voulons n'est pas une société plus dure, plus triste, de privation subie ; c'est une société plus sereine, plus agréable, de ralentissement choisi. En effet, le ralentissement des destructions causées par notre modèle économique n'est pas incompatible avec le bien-être humain, au contraire. C'est pour toutes ces raisons que les entreprises doivent accepter de placer les logiques écologiques au cœur de leur organisation et de leurs activités.

En tant que citoyens, en tant que consommateurs, en tant que travailleurs, nous affirmons donc dans ce manifeste notre détermination à changer un système économique en lequel nous ne croyons plus. Nous sommes conscients que cela impliquera un changement de nos modes de vie, car cela est nécessaire : il est grand temps de prendre les mesures qui s'imposent et de cesser de vivre au-dessus de nos moyens, à crédit de la planète^[XI], des autres peuples et des générations futures. Nous avons besoin d'un nouvel objectif que celui du maintien à tout prix de notre capacité à consommer des biens et des services dont nous pourrions nous passer. Nous devons placer la transition écologique au cœur de notre projet de société. Pour y parvenir, un élan collectif doit naître. Et puisque l'ampleur du chantier nécessite toutes les énergies, nous sommes prêts à mobiliser la nôtre, avec enthousiasme et détermination. Nous souhaitons, par notre mobilisation, inciter tous les acteurs de la société – les pouvoirs publics, les entreprises, les particuliers et les associations – à jouer leur rôle dans cette grande transformation et à mener les changements nécessaires vers une société enfin soutenable.

Surtourisme : 1,3 milliard de déplacements inutiles

Michel Sourrouille , Biosphere, 09 octobre 2018

Notre société va s'effondrer sous son propre poids. On parle trop des migrants en Méditerranée alors que c'est un problème secondaire pour l'Europe, bordée de mers et de pays tampons. Par contre trop peu de monde s'interroge sur le flux de migrants venant en Europe (ou dans d'autres pays), une vraie plaie. Un éditorial du MONDE* le constate : « 90 millions de visites en France, 1,3 milliard de touristes sur cette petite planète dont la moitié à destination de l'Europe... Comme la plupart des destinations les plus courues, la France est désormais confrontée à un phénomène que les professionnels désignent sous le néologisme de « surtourisme »... Des foules de voyageurs se concentrent sur un nombre limité de destinations, au point de saturer les infrastructures de transport et d'accueil et de créer d'importants déséquilibres au niveau local... Un peu partout, les autochtones expriment leur ras-le-bol face à cette invasion incontrôlée... »

Sur ce blog biosphere, cela fait longtemps que nous critiquons le tourisme, une vraie imbécillité écologique, un tourisme qui tue le tourisme, la nécessité de se déplacer moins vite, moins loin, moins souvent, etc. Nous sommes satisfaits de lire que de plus en plus de personnes sur

lemonde.fr partagent notre point de vue d'écologiste :

andy : Le tourisme intérieur a saccagé notre pays. Où j'habite, c'était dans les années 50 et auparavant une communauté rurale vivante durant les quatre saisons. Depuis 1960 c'est devenu une station de villégiature envahie de touristes l'été, et morte l'hiver. Le pays ne travaille moins de six mois par an.. Et les locaux détestent ces envahisseurs qui cependant les font vivre. C'est le tourisme façon Exposition coloniale.

Greenpower : Il n'y a pas que Paris et Saint Tropez. Il y a beaucoup de monde partout en France. Cet été à Gerardmer dans les Vosges, embouteillages en centre ville, sites naturels saturés, lacs bondés, sentiers de randonnée congestionnés. Les poubelles débordaient de partout. Quelle est la place du Grand Tétrás, du lynx ou du faucon pèlerin dans tout cas ? Les animaux n'ont plus d'espace vital. Entre le canyoning, le delta plane, les raquettes ou le quad, les activités humaines sont partout.

MAX VELLUT : Cet éditorial est frustrant, car il s'en tient au constat que le tourisme est un bien mais aussi un mal, source de revenus et source de pollutions de toutes sortes, mais il se garde bien de s'aventurer plus loin. Poser des questions sociologiques comme : le tourisme est il une activité humaine incontournable ? qu'elle est sa finalité ? comment s'en débarrasser s'il ne sert à rien ? pourquoi pas un tourisme virtuel ? comment sanctionner la capacité à voyager intelligemment ? etc

Gédé : Toujours plus, toujours plus nombreux pour faire rentrer toujours plus de sous dans les caisses... et la planète ?

Pierre Wolf : Comment cet édito peut-il omettre la question climatique (avion, GES)? Quelle planète habite son auteur ?

SARAH PY : Le touriste, que c'est triste, déambulant, de plus en plus souvent vieux et gros, cachant mal son ennui d'être là, à admirer tout et n'importe quoi et l'envie que l'on pressent de retrouver enfin son chez lui. Son chez lui et sa mélancolie, le touriste est la caricature de ce temps, manipulé à imaginer que peut exister un ailleurs dans le bruit et la foule, à ne faire que passer et photographier. Le tourisme, c'est la soumission à ce temps de pacotille.

Oim : Tourisme organisé... La masse ne veut pas découvrir le monde mais plutôt pouvoir dire « j'y suis allé » (pardon: « j'ai fait tel pays/ville ») parce que c'est socialement valorisant. Le touriste ne veut pas vivre comme les autochtones, mais veut consommer, consommer, et consommer (et poster sur instagram, surtout).

Marius : La planète ressemble de plus en plus au champ de betterave décrit par Levi-Strauss, les lieux se ressemblant tous sous l'effet des coups de boutoirs des grandes enseignes qui imposent partout les mêmes décors et les mêmes produits mondialisés. Idem de la culture. Par défaut de dépaysement, voyager perdra son sens.

masse critique : Le tourisme de masse est le droit donné à tous d'accéder à un bien qui n'existe plus !

* LE MONDE du 5 octobre 2018, *La France championne du monde du tourisme, au bord de l'overdose*

Les écologistes sont-ils prêts à aller en prison ?

Michel Sourrouille , Biosphere, 10 octobre 2018

Par dizaines ils ont bloqué l'entrée de cette nouvelle autoroute, ne laissant passer que les vélos. Ils portaient tous un tee-shirt vert sur lequel était inscrit « *NON à la voiture , tous en vélo* ». Les écologistes sont à bout, le dernier rapport du GIEC montre clairement que la catastrophe climatique est en marche. Certains militants parlent même de crever les pneus de tous les 4x4 et autres SUV. « *Si on est dans l'illégalité, je suis prêt à aller en prison* » déclare l'un deux. Cela fait penser à José Bové et autre faucheurs volontaires d'OGM. Dans une pétition adressée à M. de Rugy par des centaines de milliers de signataires, on réclame la relocalisation des activités qui rendraient les voitures inutiles, « *le maintien de l'élevage, de l'artisanat et du commerce dans nos villages* ». Non, non, ne rêvons pas, les écologistes ne sont pas prêts à aller en prison pour défendre leur cause. L'écoterrorisme est un épouvantail agité par la droite consumériste vendue aux intérêts du business. Par contre les éleveurs dans les Pyrénées utilisent quasiment les mêmes termes que notre premier paragraphe :

« Sorita, jeune ourse slovène, arrive. Les vallées sont entravées par les barrages d'éleveurs et de chasseurs, hostiles à l'introduction sur leur territoire des plantigrades. Par dizaines, ils ont essayé d'empêcher leur arrivée, surveillant les axes routiers et les aérodromes. A Laruns, lors de la « foire aux fromages », la plupart des bergers porteront un tee-shirt noir, signe de deuil, sur lequel est inscrit « *Pyrénées vivantes sans prédateur* ». Certains éleveurs ont promis de partir traquer les mammifères. « *Et si on est dans l'illégalité, je suis prêt à aller en prison* », déclare le président de l'Association pour le développement durable de l'identité pyrénéenne. Dans un courrier adressé à M. Hulot, en juin 2018, 107 maires des communes de montagne, ont plaidé contre la réintroduction des ours : « *Nous voulons affirmer que nous sommes "pour" ..., pour la vie dans nos vallées, pour le maintien de l'élevage, de l'artisanat et du commerce dans nos villages* ». »*

Sur ce blog, plutôt que ce vain débat entre éleveurs et gouvernement, entre écolos et anti-écolos, nous préférons donner la parole aux ours :

<http://biosphere.blog.lemonde.fr/2017/09/09/les-ours-pyreneens-demandent-la-parole/>

LE MONDE 6-7 octobre 2018, *Dans les Pyrénées, des opposants aux ours « prêts à aller en prison » s'il le faut*

RUSSIE EXCLUE...

10 Octobre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Du marché pétrolier et gazier... Nous invente t'on. J'imagine très bien le résultat : la Russie nouvelle superpuissance exclusive, à côté de voisins mendiants.

Il paraît que dans 19 ans, selon MBS (Mohamed Ben Salmane), la Russie n'occupera plus de place dans le marché mondial. Il y a beau à parier que dans 19 ans, il n'y aura d'ailleurs plus de marché mondial du pétrole, chacun gardant le sien pour soi.

« dans 19 ans, la production de la Russie avec ses 10 millions de barils diminuera considérablement ou cessera ».

Le plus intéressant c'est si cette éventualité arrivait à très court terme. On imagine un marché

mondial se privant volontairement de 6 millions de barils jour pour 20 à 30 % de son gaz. On pourrait appeler ce jour "Apocalypse Now".

De plus, cette exclusion, ça porte un nom. C'est la guerre.

La croissance mondiale s'essouffle selon le FMI. Là aussi, à Washington, on a une belle brochette de branquignols incompetents au FMI. Encore des gens qui n'ont rien compris au substrat réel de l'économie, l'énergie, et encore moins, leurs propres erreurs, répétées sans défaillir depuis 40 ans.

Pourtant, à n'importe quel cerveau sensé, il apparaîtrait que des lignes d'approvisionnements de 15 000 kilomètres, c'est démesuré. Et intenable.

A une époque, d'ailleurs, cela avait été le point de vue des européistes du Royaume Uni, et avait été une partie de leur motivation pour entrer dans la CEE. Le voisinage, c'était mieux que le beurre néo-zélandais. Cela a d'ailleurs été un sale temps pour la Nouvelle Zélande, et une chute du PIB drastique.

Budget italien, rejeté par Bruxelles. Là aussi, une belle bande d'imbéciles sans cervelle, mais dotés d'un bar bien fourni. A plus de 2 000 milliards de dettes, c'est pas le débiteur qui doit baliser. C'est le créancier.

La vraie nouvelle, c'est le prix du gazole à 1.52 euros, soit dix balles le litron. Là est l'avenir de Macron.

SECTION ÉCONOMIE



Cette hausse des taux qui inquiète les marchés...

Publié le 10 octobre 2018 à 09:00:56 / 1 commentaire / 486 vues

Une nouvelle crise financière pointe-t-elle le bout de son nez ? La dette publique italienne, la hausse des taux américains et les tensions commerciales pourraient-elle en... Lire la suite



L'Europe dévient plus vulnérable aux crises économiques, selon Moody's

Publié le 10 octobre 2018 à 07:00:59 / 0 commentaire / 413 vues

L'Europe devient plus vulnérable aux crises économiques, selon Moody's... Sauf que même le titre est erroné. L'Europe a toujours été vulnérable pour la simple et... Lire la suite



Philippe Béchade - Séance du Lundi 08 octobre 2018: "La muraille de Chine craque de toute part"

Publié le 8 octobre 2018 à 16:00:33 / 3 commentaires / 1 277 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du Lundi... Lire la suite



Warning: L'indice du secteur bancaire grec continue de plonger !! Déjà -51,1 % en 5 mois !!

Publié le 9 octobre 2018 à 00:47:24 / 2 commentaires / 582 vues

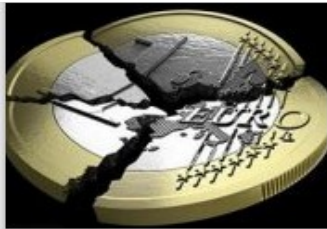
Warning: L'indice du secteur bancaire grec continue de plonger !! Déjà -51,1 % en 5 mois. Rappelons que depuis 2015, le cours des banques grecques a chuté de près de 97... Lire la suite



Aïe, aïe, aïe, aïe, mamma mia ! L'indice des banques italiennes a plongé de près de -17% en 9 jours...

Publié le 8 octobre 2018 à 21:53:38 / 2 commentaires / 834 vues

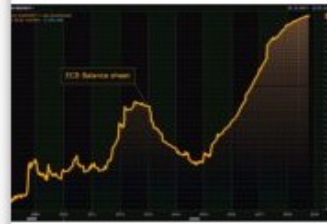
Aïe, aïe, aïe, aïe, mamma mia ! L'indice des banques italiennes a plongé de près de -17% en 9 jours... Charles Gave: "Le système bancaire italien est en faillite... Lire la suite



La position créditrice de la Bundesbank se rapproche des 1000 milliards €. Un gouffre pour le reste de l'Europe.

Publié le 8 octobre 2018 à 18:24:24 / 8 commentaires / 1 130 vues

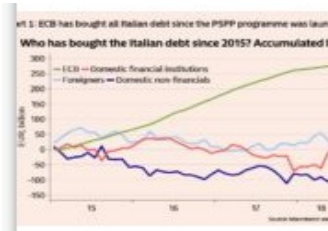
Depuis 2008, au sein du système interbancaire européen, la Bundesbank ne cesse d'accumuler des créances sur le sud de l'Europe. Ces dernières viennent d'atteindre... Lire la suite



Le Bilan démentiel de la BCE reprend sa tendance haussière. +5,2 milliards € à 4625 milliards €

Publié le 10 octobre 2018 à 00:26:21 / 0 commentaire / 350 vues

Toujours au travers du programme de quantitative easing (Q.E: 30 milliards d'euros/mois d'achats d'actifs), le total des actifs de la BCE a augmenté de 5,2... Lire la suite



Dettes Italiennes: Le seul acheteur... C'est la BCE !

Publié le 9 octobre 2018 à 23:02:08 / 2 commentaires / 788 vues

L'Italie est sous perfusion de la Banque Centrale Européenne. Comme vous pourrez le constater au travers du graphique ci-dessous, le seul acheteur de la dette... Lire la suite



Charles Gave: "Avec la Turquie, des banques risquent de sauter !"

Publié le 9 octobre 2018 à 19:31:20 / 2 commentaires / 1 433 vues

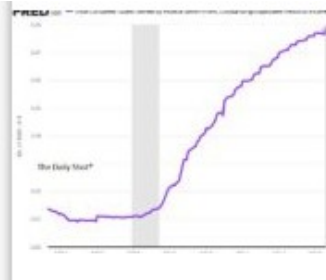
Alors que la livre turque a perdu en quelques mois près de 40% de sa valeur, on peut expliquer cette crise monétaire par le bras de fer diplomatique entre Washington et... Lire la suite



Nick Hubble: La domination des banquiers centraux s'effrite

Publié le 10 octobre 2018 à 11:00:32 / 1 commentaire / 377 vues

Les systèmes de prix administrés ne fonctionnent jamais. Les taux d'intérêt n'échappent pas à cette règle. Si le gouvernement se mettait à fixer le prix du café... Lire la suite



Etats-Unis: La dette étudiante continue d'augmenter plus rapidement que le revenu disponible des ménages

Publié le 10 octobre 2018 à 10:00:48 / 0 commentaire / 298 vues

Etats-Unis: La dette étudiante continue d'augmenter plus rapidement que le revenu disponible des ménages Etats-Unis: La dette étudiante vient d'atteindre un... Lire la suite

La crise financière ne viendra pas d'où on l'attend, la dislocation est souterraine

Bruno Bertez 10 octobre 2018

Il n'y a aucune interprétation satisfaisante à ce qui se passe sur les marchés.

Aucun scénario n'est véritablement explicatif. Tout ce que l'on voit passer est partiel et contradictoire. Les mouvements, les corrélations observées n'expliquent rien. ne parlons pas des imbécillités qui s'écrivent sur les effets de la Trade War, les explications des anomalies par la Trade War sont typiquement le refuge de l'ignorance. Les problèmes de la Chine, son ralentissement sont bien antérieurs aux attaques de Trump et ces dernières n'ont pour l'instant rien changé aux tendances profondes.

Ce qui nous semble sur, à observer les marchés des changes, c'est qu'il y a quelque part un scénario du dollar fort ou rare qui se joue. Un scénario du manque de dollars. Il suffit de regarder la faiblesse de l'euro, de la roupie indienne et du CNY, le Yuan. Et ceci est confirmé par les mesures toutes récentes de la Banque Of China, elle visent moins à soutenir l'économie qu'à alléger les tensions monétaires.

J'ai tendance à penser que ce qui est au coeur de la situation c'est la pénurie de dollars, les uns en manquent, les autres en ont.

Ceux qui en manquent, le ROW, s'asphyxient et ceux qui en ont, les USA prospèrent.

Le monde utilise un bien commun, -une monnaie ne joue ce rôle que si c'est un bien commun, c'est à dire si elle est acceptée-, le monde utilise un bien commun mais qui n'est pas commun, il est accaparé, géré par un seul souverain. Et les objectifs de ce souverain ne sont pas le bien commun, mais au contraire, la restauration de la prééminence, c'est dire la domination. Il y a contradiction systémique entre le caractère bien commun du dollar et le mode de gestion de ce bien commun.

Voilà le fond du problème. Mais le dire abstraitement ne suffit pas car il faut le décliner logiquement, pratiquement et techniquement. or la technique est tellement complexe

que l'on s'y perd.

Mon hypothèse est que le symbole de la situation monétaire et financière est celui du découplage des marchés. Le marché financier américain continue d'être « bien » alors que les autres marchés sont en berne. Et alors que je croyais que ceci était du aux divergences économiques, je commence à penser que ce n'est pas le cas. Selon mes dernières convictions, les divergences entre les marchés US et le ROW ne viennent pas de l'économie mais des monnaies, de l'accès aux monnaies, et des changes.

En clair, mais je dis ceci presque pour masquer mon ignorance des mécanismes profonds qui sont à l'oeuvre, ce qui est premier et cause primaire, c'est un problème de « dollar ». Cela est particulièrement net sur les marchés asiatiques.

La hausse du dollar, sa raréfaction, son accès plus difficile, tout cela est déflationniste pour le reste du monde, le ROW, mais pas pour les USA! C'est difficile à admettre et encore plus à comprendre mais c'est ce qui est vraisemblable. Il y a sous l'écorce, sous la surface des économies et des marchés, un mouvement tectonique et il concerne « l'availability » du dollar. Cela se passe au plus profond du système, dans la tuyauterie cachée, celle que même les banquiers centraux ne comprennent pas. Je suppose que le pool de « dollars » qui se situent hors des Etats-Unis doit être en train de s'assécher ou quelque chose comme cela.

Ce serait ainsi qu'il faudrait interpréter le découplage des marchés financiers, et non pas en fonction des activités économiques supposées. Ce que l'on « jouerait » ce ne serait ni la reflation ni la déflation, ni la croissance ni le ralentissement, ni l'inflation ni son absence, non ce serait autre chose de plus fondamental et surtout moins visible. L'accès au dollar.

Les divergences du marché mondial, la brutale chute des Treasuries US, le comportement de l'or, la faiblesse de l'euro et du Yuan, tout cela n'est pas redevable d'un schéma classique simple. Le déficit créé par Trump n'est pas important par lui-même, il est central parce qu'il suce, sucks les »dollars » .

Selon nous, les marchés jouent un découplage, cela paraît acquis, mais pas un découplage économique, un découplage monétaire entre ceux qui ont accès au « dollar » et ceux qui n'y ont pas ou qui y ont moins accès. Le problème en d'autres termes est bien la liquidité dans le monde mais pas n'importe quelle liquidité, la liquidité en »dollars ». Ce qui explique que le maintien de la planche à billets de la BCE et du Japon ne remplacent pas la disparition de celle des Etats Unis.

Les USA sont très bien placés pour résoudre aisément ce problème, c'est certainement le scénario de Powell si j'en crois ses propres déclarations, mais les autres pays non, ils sont très mal placés.

La hausse brutale des taux du 10 ans US, avec un très gros différentiel, rend de plus en plus attirants les fonds d'état US, elle suce, elle « suck » la liquidité mondiale. Tout comme les bruits de bottes militaires. Tout comme les rapatriements des profits des entreprises.

En résumé ne vous laissez piéger ni par les mensonges du FMI ni par ceux de Draghi, ce n'est pas la Trade War qui provoque une dégradation des perspectives économiques globales et singulièrement dans le ROW, non, c'est la politique monétaire américaine et l'incapacité des autres pays souverains à traiter ce problème et à retrouver leur souveraineté. Ou simplement

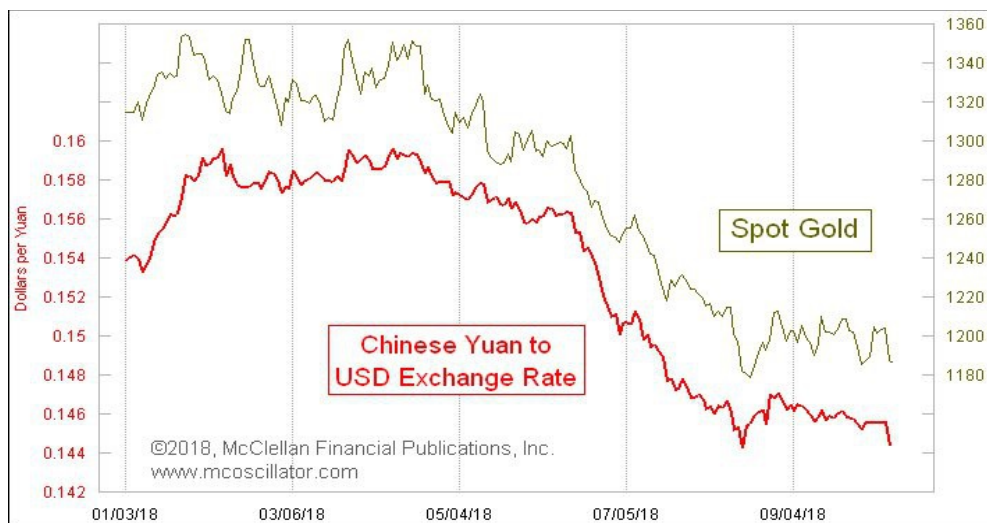
une autonomie.

Le monde s'est laissé piéger par la facilité et singulièrement les Allemands et les Chinois, ils ont voulu profiter de la situation dans laquelle les USA étaient déficitaires, exportaient des dollars et autres morceaux de papier libellés en dollars, inondaient le monde de liquidités mais ils n'ont jamais imaginé qu'un jour cela pourrait cesser!

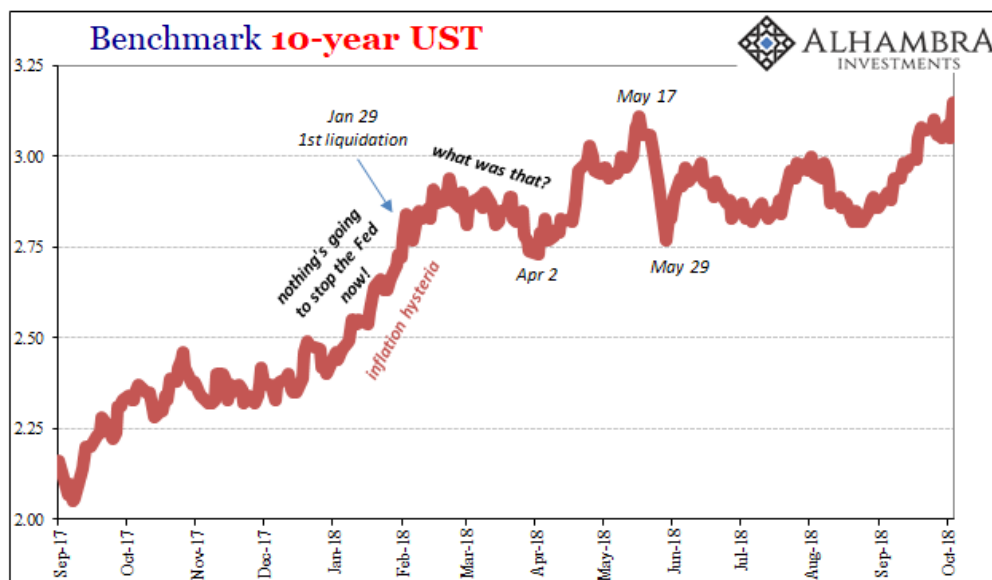
Nos dirigeants sont nuls, archi-nuls, ils ont été imprévoyants et lâches! Il faut que cela se sache.

Ci dessous quelques graphiques troublants

la corrélation entre l'or et le Yuan

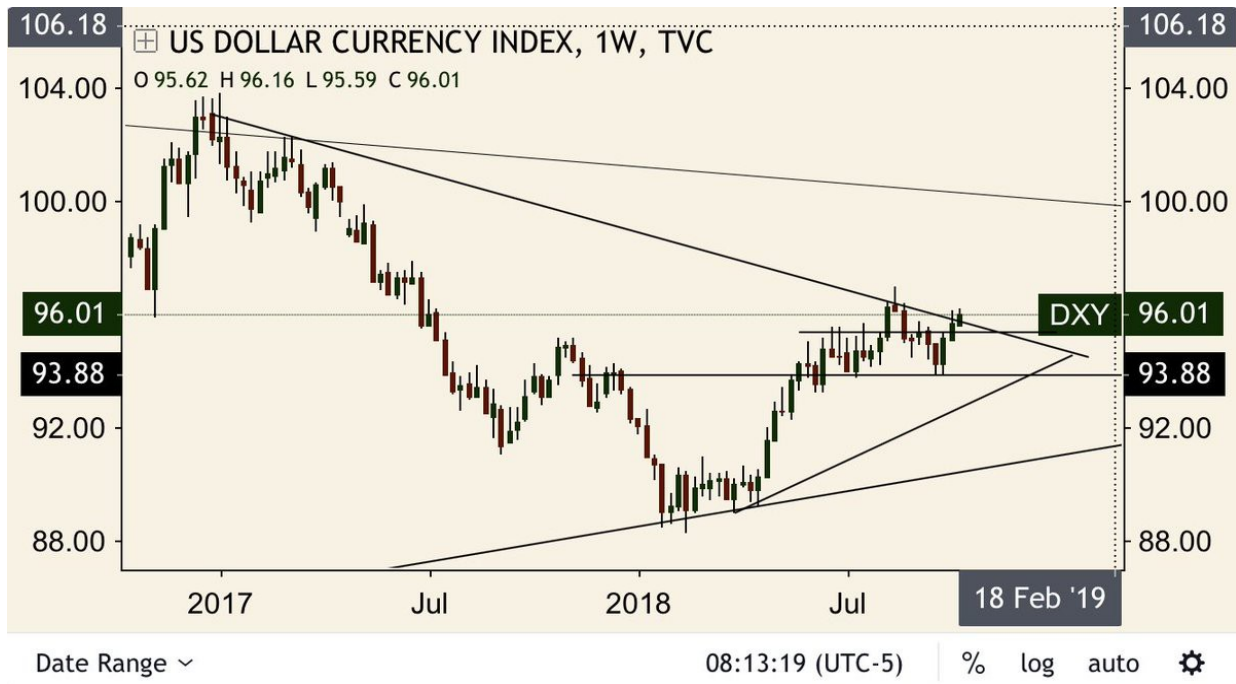


La hausse brutale des rendements des Treasuries US



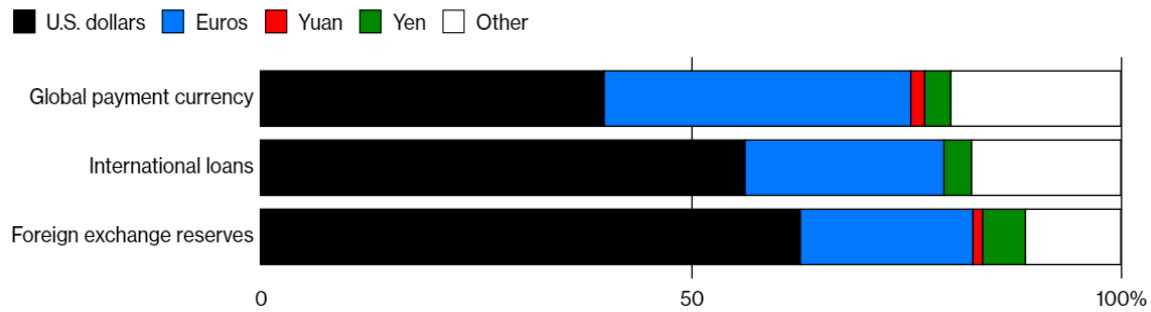


Le DXY flirte avec sa résistance supérieure , mais la rareté du « dollar » ne se manifeste pas à ce niveau.



How Much Is That in Dollars?

Each currency's share of the category in the international monetary system as of the 2017 fourth quarter or latest available

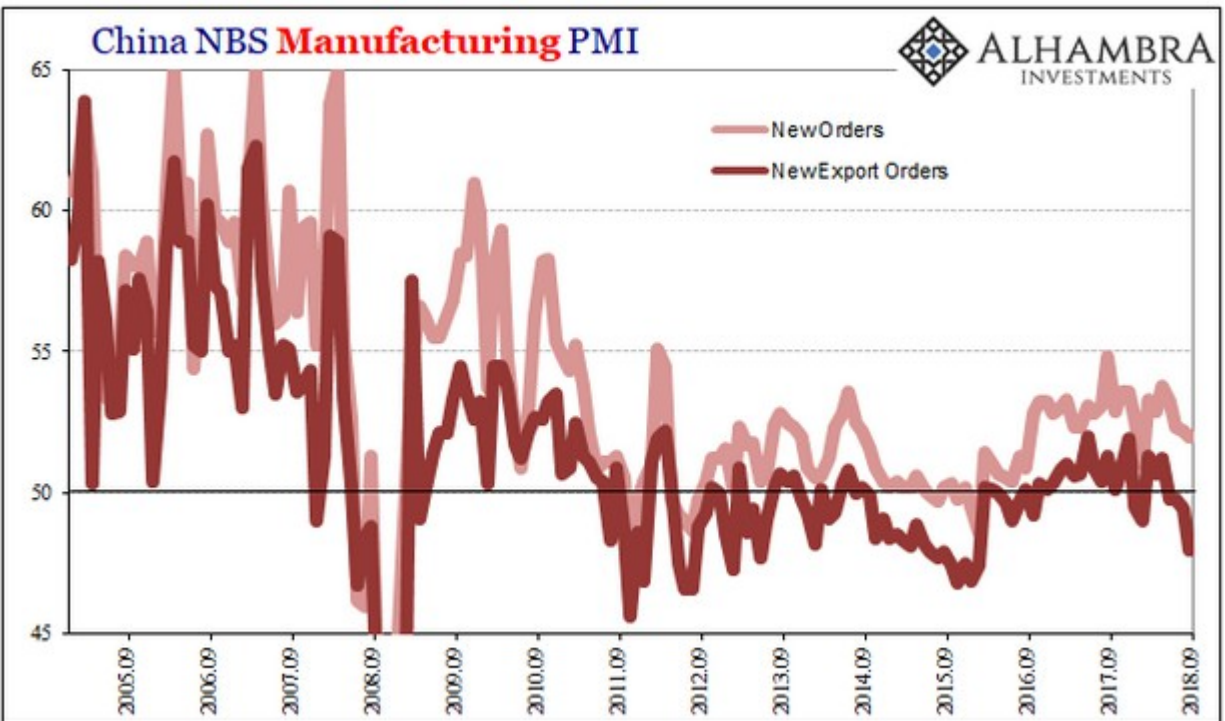
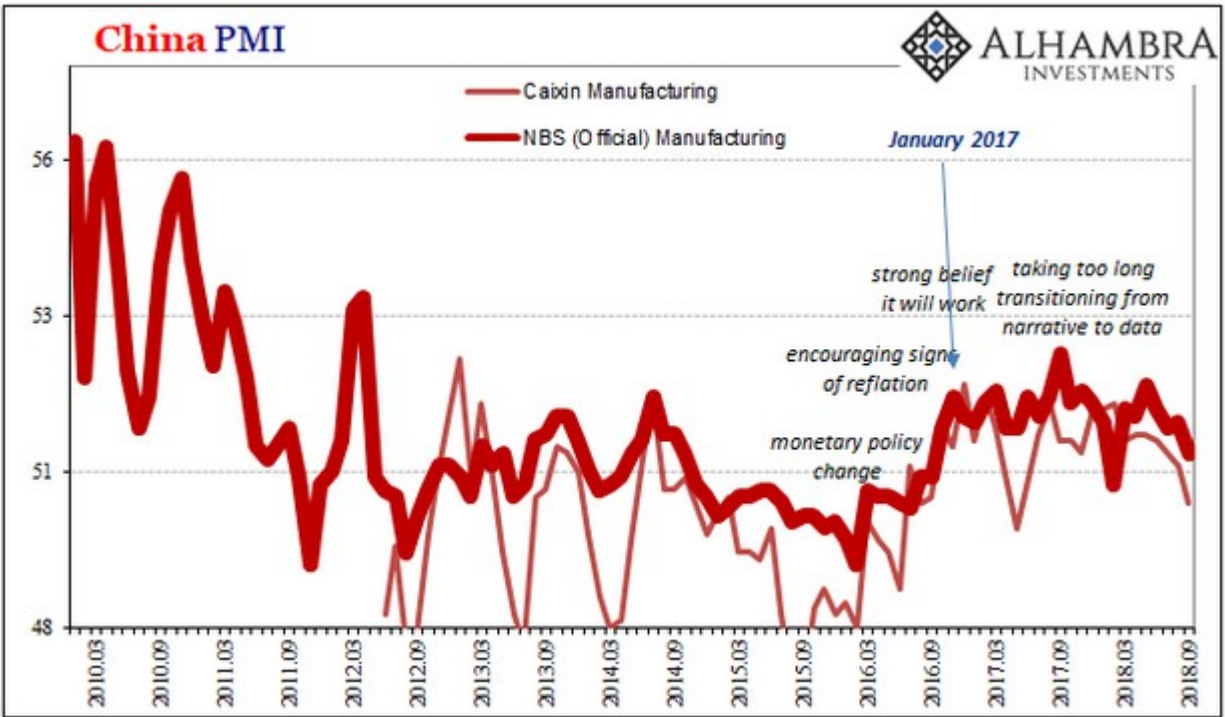


Data: Bank for International Settlements, International Monetary Fund, Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication, and European Central Bank calculations

Le ralentissement des importations américaines en provenance de Chine a débuté bien avant la Trade War, la Trade War n'a rien changé.



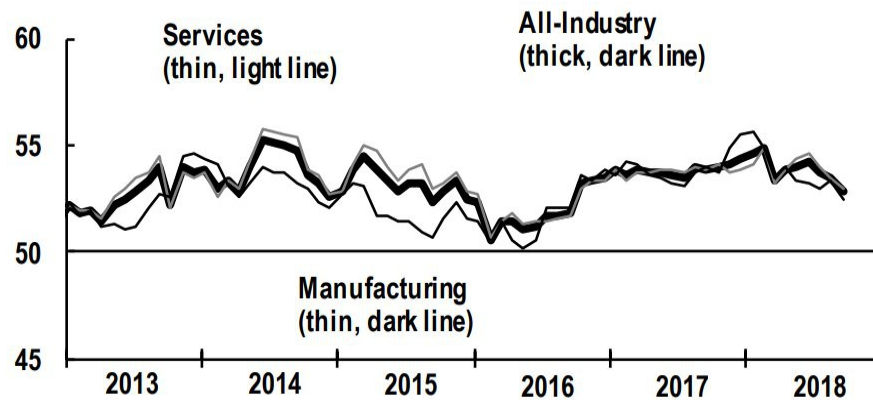
Le ralentissement chinois lui aussi vient de loin, simplement il a été interrompu par la reflation mondiale concertée de l'accord, du consensus de Shanghai piloté apr Yellen.



Le ralentissement mondial selon JPM

JPMorgan global PMI output

Diffusion Index, sa



L'Allemagne abaisse ses prévisions économiques :

Germany Economy Ministry cuts GDP growth forecasts: – for 2018 to 1.8% from 2.3% – for 2019 to 1.8% from 2.1% – for 2020 expects 1.8% as well. /via [@Reuters](#)

[\[Reuters\] Asian shares subdued as global bond sell-off eases; sterling rises](#)

[\[CNBC\] Sears reportedly preparing for bankruptcy filing as soon as this week](#)

[\[CNBC\] Trade tensions could trigger another global financial crisis, but investors appear complacent, IMF says](#)

[\[Reuters\] Global debt is growing, IMF says, but so are values of public assets](#)



[\[WSJ\] Beijing Struggles to Keep Its Currency On Course](#)

Le FMI abaisse ses prévisions de croissance pour le monde et la France

par [Charles Sannat](#) | 10 Oct 2018

Après l'OCDE qui disait que la croissance mondiale n'allait pas durer, c'est au FMI de

trembloter du genou.

« La guerre commerciale qui fait rage entre les États-Unis et la Chine est une ombre au tableau de l'économie mondiale, a souligné lundi le Fonds monétaire international en abaissant les perspectives de croissance pour 2018 et 2019. »

« Le FMI, qui pointe également du doigt les risques entourant la crise des devises dans certains pays émergents, table désormais sur une croissance du produit intérieur brut mondial (PIB) de 3,7 % pour chacune de ces deux années (-0,2 point), une hausse similaire à celle de 2017. »

Et enfin...

« Le Fonds monétaire international a revu à la baisse, à 1,6 %, sa prévision de croissance pour la France en 2018 et 2019, dans ses dernières perspectives économiques mondiales publiées mardi. »

Et voilà, quand la fin d'année se profile, les perspectives de croissance terminent toujours à la baisse...

Charles SANNAT Source [20 Minutes ici](#)

Un désastre programmé

Rédigé le 10 octobre 2018 par [Simone Wapler](#)

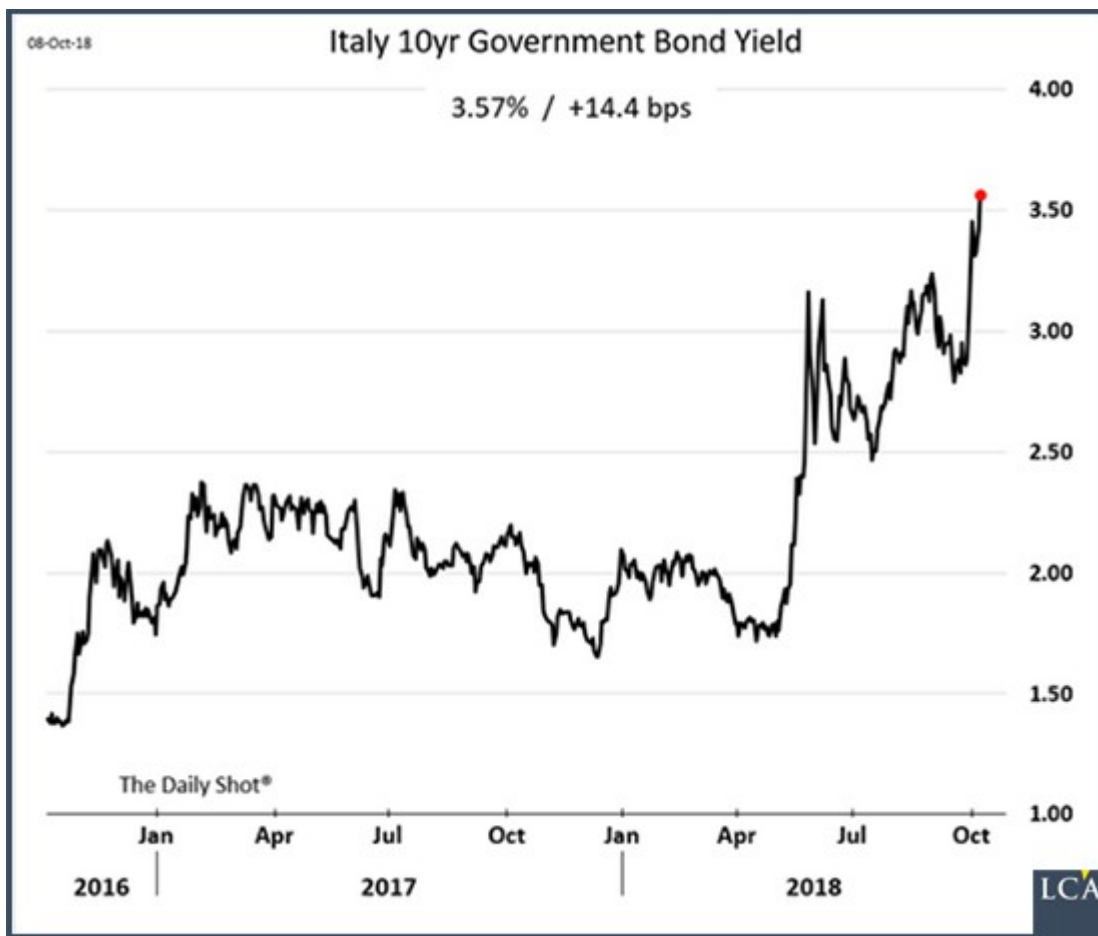
Ou l'euro se zombifie, ou il explose. Dans les deux cas, ceux qui n'ont pas de dette mais de l'épargne seront victimes.

En relisant mon titre, je me suis dit qu'il était très vague.

- L'union monétaire enchaînant de force des pays bien gérés et mal gérés
- L'Italie qui souhaite vivre à crédit avec des taux d'intérêt allemands
- Les retraites en France
- ...

Il y a beaucoup de désastres en vue, mais finalement, ils nous toucheront de la même façon : moins de pouvoir d'achat et plus d'impôts.

Commençons par l'Italie. Malgré les interventions de la Banque centrale européenne, le taux d'intérêt de l'emprunt italien à 10 ans s'enflamme. Il a même atteint hier 3,7%.



A ce taux, l'argent emprunté n'est plus vraiment gratuit...

Le gouvernement italien campe cependant sur ses positions et prédit « un tremblement de terre » aux prochaines élections européennes.

Italy Trains Attacks on EU Chiefs With Market Pressure Mounting

By [Lorenzo Totaro](#) and [Chiara Remondini](#)
 October 7, 2018, 7:34 AM EDT
 Updated on October 8, 2018, 4:42 AM EDT

- ▶ Di Maio predicts 'earthquake' in next year's EU election
- ▶ Rome on collision course with European Commission over budget

Bloomberg **DI MAIO: PEOPLE ARE SICK OF AUSTERITY**

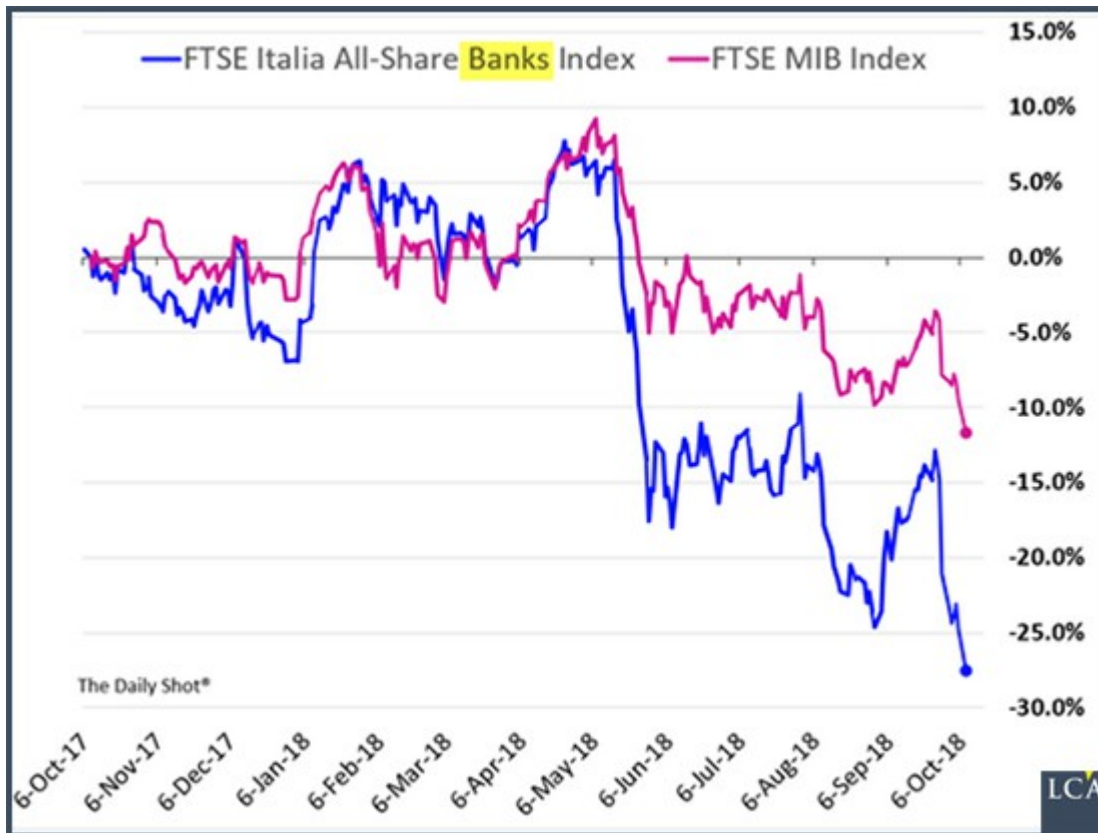
Italian growth looks problematic for 20 years, says Klaus Regling of the European Stability Mechanism.

Les gens ne supportent plus l'austérité, indique Luigi Di Maio, le chef du mouvement Cinq étoiles.

C'est vrai que c'est abominable.

Vous viviez tranquillement de l'argent des autres, vous étiez élu en distribuant l'argent des autres, vous remplissiez votre caddie de supermarché avec l'argent des autres et, pof, tout d'un coup, il faut faire avec ce que vous avez vraiment... C'est cruel.

Les banques et la bourse italiennes accusent le coup. Comme vous le voyez, les banques se prennent une plus grosse claque sur le museau que les entreprises cotées italiennes en général.



Parmi les banques italiennes, Unicredit figure dans la liste des banques systémiques, c'est-à-dire que ses difficultés pourraient déstabiliser d'autres banques.

L'indice Eurostoxx des banques n'a pas bonne figure non plus. Depuis le début de l'année, il recule de plus de 23%.

« La complaisance des investisseurs quant aux menaces de la crise de dette italienne repose sur l'idée fausse que les scénarios du pire ont été évités ailleurs. »

« Soyons clair : dans l'Histoire, aucun pays n'ayant pas le contrôle de sa devise n'a jamais eu une si grosse dette. La situation est sans précédent ».

Mark Curdmore, Bloomberg

Que peut-il se passer après les élections européennes ?

- L'Italie met de l'eau dans son vin et se « grecquise »...
- L'Italie sort de l'union monétaire
- L'Allemagne sort de l'union monétaire

Dans les trois cas, l'euro va plonger. Peu importe l'issue politique, en fait. Qui à l'étranger voudra stocker de cette devise ? Soit les taux d'intérêt proposés sont minables car c'est la condition pour que l'euro survive ; soit les taux reflètent les risques de pays comme l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la France et l'euro s'autodétruit.

Depuis février 2015, la Banque centrale européenne et la Banque d'Italie ont été les seuls acheteurs nets de dette italienne. Que va-t-il se passer si la BCE tient parole et arrête ses achats en 2019 ?

Ou l'euro se zombifie parce que la BCE fera machine arrière... ou il explose parce que l'Italie représentera le plus gros défaut de toute l'histoire financière.

Dans tous les cas, vous perdrez en pouvoir d'achat.

C'est pourquoi vous devriez diversifier votre épargne de précaution, l'argent que vous tenez disponible en cas de coup dur.

Un peu d'or

Un peu de bitcoin

Un peu de dollar, de franc suisse ou même de livre sterling

...

Vous avez le choix. Le seul mauvais choix est 100% euro.

Politiquement, il faudra un jour admettre que les dettes publiques ne pourront pas être honorées. Ce sera le jour J du jubilé. Vous devriez [préparer l'ensemble de votre patrimoine](#) à un tel événement car la destruction des dettes ne sera pas indolore pour ceux qui n'en ont pas mais au contraire ont de l'épargne.

Un calcul en temps plutôt qu'en argent

Rédigé le 10 octobre 2018 par [Bill Bonner](#)

La dette, la dette... On peut toujours s'en sortir en créant de l'argent, pensent les gouvernements. Mais créer du temps leur est impossible.

Nous sommes actuellement à Berlin pour une conférence — un changement par rapport au spectacle de la Cordillère des Andes, où nous nous trouvions il y a quelques jours.

L'Argentine est un très beau pays... toujours plein de surprises, de retournements, de volte-face et d'esbroufe.

« Nous faisons faillite tous les 10 ans environ », a expliqué un ami avocat. « Les politiciens font ce qu'on attend d'un pays de m***e. Ils empruntent trop. Ils dépensent trop. Ils volent trop. Ensuite, ils font faillite ».

Depuis 12 ans — depuis que nous y allons régulièrement, en fait —, la corruption s'en est donnée à cœur joie en Argentine. Christina Kirchner, l'ancienne présidente, employait un chauffeur pour livrer des enveloppes pleines d'argent à des compères, des fonctionnaires et des politiciens. Malheureusement pour elle, le chauffeur recensait tout cela dans un carnet, qui est tombé entre les mains de la justice et a mené à un scandale national.

Des milliards de dollars ont été volés — en pots-de-vin, contrats abusifs et accords malhonnêtes de toutes sortes. Une bonne partie de cet argent se trouve désormais dans des banques étrangères, et les autorités auront bien du mal à le récupérer.

La différence entre créer des pesos et créer des dollars

« Rien de vraiment neuf », continue notre ami argentin. « A part le carnet, évidemment. Généralement, on n'a aucune trace écrite de qui a été payé quand, et combien.

« Il y a plus important : le gouvernement a mis en place des contrôles sur le commerce et les capitaux ; il a trop dépensé pour essayer de garder ses électeurs. Bien entendu, il n'avait pas assez d'argent, si bien qu'il a lourdement emprunté à l'étranger, en dollars.

« C'est toujours cela qui semble causer la crise. Parce que nous ne pouvons pas imprimer de dollars. Nous ne pouvons imprimer que des pesos. Ensuite, lorsque la crise arrive, le peso baisse et le dollar grimpe... et tout le monde passe à la moulinette.

« La bonne chose, j'imagine, c'est que nous ne pouvons pas vraiment trop emprunter : les prêteurs savent que nous ferons défaut. Nous y sommes habitués. Les familles argentines n'ont pas beaucoup de dettes. Il y a peu de maisons saisies, parce que les gens les paient en liquide. Et ceux qui ont de l'argent essaient de conserver leur épargne en dollars ».

Actuellement, le dollar est roi en Argentine. Le peso a perdu deux tiers de sa valeur ces 12 derniers mois. Les prix vont finir par grimper, pour suivre le mouvement. Mais cela prend du temps. En attendant, il faut près de 40 pesos pour acheter un dollar et vous pouvez faire un bon dîner, avec une bouteille de vin, pour 15\$. Le taxi jusqu'à l'aéroport ne coûte que 5 \$. Les maisons « locales » — pas les propriétés de prestige, qui sont généralement évaluées en dollars — se vendent 50 000 \$ ou moins.

« Ce que je trouve intéressant, c'est qu'actuellement, je vois les Etats-Unis faire la même chose. Droits de douane, dépenses excessives, trop de dette... et même la sorte de politique crapuleuse que les péronistes ont commise ici pendant des décennies. Je ne sais pas... Je pense que la roue tourne... et les Etats-Unis sont soumis aux mêmes lois économiques que tout le monde. Un jour ou l'autre, ils devront rendre des comptes ».

Le temps ne s'imprime pas

A la *Chronique*, nous sommes du même avis. La Nature n'aime pas les idiots. Elle les punit. Pas forcément suivant un emploi du temps régulier... et pas forcément comme ils l'avaient anticipé. Les gens n'obtiennent pas ce qu'ils veulent, dans la vie, ni ce qu'ils attendent ; ils obtiennent ce qu'ils méritent.

Ces 30 dernières années, la dette des Etats-Unis a augmenté trois fois plus vite que le PIB. Cette dette est en dollars. Les USA peuvent encore imprimer des billets verts pour la rembourser.

En revanche, ils ne peuvent pas imprimer de temps. Et la dette, en fin de compte, doit être payée en temps, pas uniquement en argent. A mesure que les taux d'intérêt grimpent, les obligations chutent... et il faut encore plus de temps pour rembourser. Bloomberg :

« Les investisseurs obligataires ont rarement vu de telles pertes ces 40 dernières années », a écrit Ben Carlson, directeur de la gestion des actifs institutionnels chez Ritholtz Wealth Management, dans un post de blog. 'Toute hausse supplémentaire des taux pourrait mener à la pire année depuis 1976 en termes de rendements obligataires globaux'. »

Un Américain qui doit 100 \$, au salaire moyen actuel, a déjà « dépensé » quatre heures de son avenir. S'il doit 1 000 \$ — c'est toute une semaine de travail qui y passe.

Aujourd'hui, le travailleur américain moyen a environ 500 000 \$ de dette en son nom (incluant sa part de dette gouvernementale... mais pas les promesses non-financées du gouvernement). Il lui faudra 500 semaines de travail... ou 10 ans d'emploi à plein temps (taxes non incluses) pour la rembourser (en supposant qu'il y consacre 100% de ses revenus).

C'est un gigantesque fardeau pour l'avenir. En fin de compte, ce dernier pourrait s'en débarrasser d'un haussement d'épaule.

Le dollar, un bien commun mondial au service des seuls Etats-Unis; Sous la surface, cela se disloque.

Bruno Bertez 10 octobre 2018

Il n'y a aucune interprétation satisfaisante à ce qui se passe sur les marchés.

Aucun scénario n'est véritablement explicatif. Tout ce que l'on voit passer est partiel et contradictoire.

Les mouvements, les corrélations observées n'expliquent rien. ne parlons pas des imbécillités qui s'écrivent sur les effets de la Trade War, les explications des anomalies par la Trade War sont typiquement le refuge de l'ignorance. Les problèmes de la Chine, son ralentissement sont bien antérieurs aux attaques de Trump et ces dernières n'ont pour l'instant rien changé aux tendances profondes.

Ce qui nous semble sur, à observer les marchés des changes, c'est qu'il y a quelque part un scénario du dollar fort ou rare qui se joue. Un scénario du manque de dollars. Il suffit de regarder la faiblesse de l'euro, de la roupie indienne et du CNY, le Yuan. Et ceci est confirmé par les mesures toutes récentes de la Banque Of China, elle visent moins à soutenir l'économie qu'à alléger les tensions monétaires.

J'ai tendance à penser que ce qui est au coeur de la situation c'est la pénurie de dollars, les uns en manquent, les autres en ont.

Ceux qui en manquent, le ROW, s'asphyxient et ceux qui en ont, les USA prospèrent.

Le monde utilise un bien commun, -une monnaie ne joue ce rôle que si c'est un bien commun, c'est à dire si elle est acceptée-, le monde utilise un bien commun mais qui n'est pas commun, il est accaparé, géré par un seul souverain. Et les objectifs de ce souverain ne sont pas le bien commun, mais au contraire, la restauration de la prééminence, c'est dire la domination. Il y a contradiction systémique entre le caractère bien commun du dollar et le mode de gestion de ce bien commun.

Voilà le fond du problème. Mais le dire abstraitement ne suffit pas car il faut le décliner logiquement, pratiquement et techniquement. or la technique est tellement complexe que l'on s'y perd.

Mon hypothèse est que le symbole de la situation monétaire et financière est celui du découplage des marchés. Le marché financier américain continue d'être « bien » alors que les autres marchés sont en berne. Et alors que je croyais que ceci était du aux divergences économiques, je commence à penser que ce n'est pas le cas. Selon mes dernières convictions, les divergences entre les marchés US et le ROW ne viennent pas de l'économie mais des monnaies, de l'accès aux monnaies, et des changes.

En clair, mais je dis ceci presque pour masquer mon ignorance des mécanismes profonds qui sont à l'oeuvre, ce qui est premier et cause primaire, c'est un problème de « dollar ». Cela est particulièrement net sur les marchés asiatiques.

La hausse du dollar, sa raréfaction, son accès plus difficile, tout cela est déflationniste pour le reste du monde, le ROW, mais pas pour les USA! C'est difficile à admettre et encore plus à comprendre mais c'est ce qui est vraisemblable. Il y a sous l'écorce, sous la surface des économies et des marchés, un mouvement tectonique et il concerne « l'availability » du dollar. Cela se passe au plus profond du système, dans la tuyauterie cachée, celle que même les banquiers centraux ne comprennent pas. Je suppose que le pool de « dollars » qui se situent hors des Etats-Unis doit être en train de s'assécher ou quelque chose comme cela.

Ce serait ainsi qu'il faudrait interpréter le découplage des marchés financiers, et non pas en fonction des activités économiques supposées. Ce que l'on « jouerait » ce ne serait ni la reflation ni la déflation, ni la croissance ni le ralentissement, ni l'inflation ni son absence, non ce serait autre chose de plus fondamental et surtout moins visible. L'accès au dollar.

Les divergences du marché mondial, la brutale chute des Treasuries US, le comportement de l'or, la faiblesse de l'euro et du Yuan, tout cela n'est pas redevable d'un schéma classique simple. Le déficit crée par Trump n'est pas important par lui-même, il est central parce qu'il suce, sucks les »dollars » .

Selon nous, les marchés jouent un découplage, cela paraît acquis, mais pas un découplage économique, un découplage monétaire entre ceux qui ont accès au « dollar » et ceux qui n'y ont pas ou qui y ont moins accès. Le problème en d'autres termes est bien la liquidité dans le monde mais pas n'importe quelle liquidité, la liquidité en »dollars ». Ce qui explique que le maintien de la planche à billets de la BCE et du Japon ne remplacent pas la disparition de celle des Etats Unis.

Les USA sont très bien placés pour résoudre aisément ce problème, c'est certainement le scénario de Powell si j'en crois ses propres déclarations, mais les autres pays non, ils sont très mal placés.

La hausse brutale des taux du 10 ans US, avec un très gros différentiel, rend de plus en plus attirants les fonds d'état US, elle suce, elle « suck » la liquidité mondiale. Tout comme les bruits de bottes militaires. Tout comme les rapatriements des profits des entreprises.

En résumé ne vous laissez piéger ni par les mensonges du FMI ni par ceux de Draghi, ce n'est pas la Trade War qui provoque une dégradation des perspectives économiques globales et singulièrement dans le ROW, non, c'est la politique monétaire américaine et l'incapacité des autres pays souverains à traiter ce problème et à retrouver leur souveraineté. Ou simplement une autonomie.

Le monde s'est laissé piéger par la facilité et singulièrement les Allemands et les Chinois, ils ont voulu profiter de la situation dans laquelle les USA étaient déficitaires, exportaient des dollars et autres morceaux de papier libellés en dollars , inondaient le monde de liquidités mais ils n'ont jamais imaginé qu'un jour cela pourrait cesser!

Nos dirigeants sont nuls , archi-nuls , ils ont été imprévoyants et lâches! Il faut que cela se sache.

« Psychodrame en vue. La Commission européenne va rejeter le budget italien !! »

L'édito de Charles SANNAT 10 Oct 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Cet article du très européiste site Euractiv.fr qui titre « La Commission européenne se prépare à rejeter le budget italien » est très important et mérite que l'on s'y arrête quelques instants.

Cette information n'est pas anodine et si elle n'annonce pas (pour tout de suite) la fin du monde, cela en prend le chemin dans la mesure où les institutions européennes souhaitent aller au bout du combat contre les souverainistes italiens.

Comme aux États-Unis entre souverainistes et globalistes, c'est le même combat de titans qui s'annonce entre souverainistes européens et européistes-mondialistes.

C'est d'ailleurs le prolongement de la même guerre sur un autre champ de bataille.

Jorge Valero d'Euractiv écrit donc que « pour la première fois, la Commission européenne va rejeter le budget présenté par un des États membres. À moins que Rome le modifie pour limiter son déficit ».

L'affrontement inévitable ?

Et l'ambiance va être de plus en plus mauvaise, les relations étouffantes.

« L'affrontement semble désormais inévitable entre Rome et Bruxelles, après des commentaires faits à Bruxelles par le ministre de l'Intérieur italien le 8 octobre.

«Les ennemis de l'Europe sont ceux qui sont coupés du monde dans leur bunker bruxellois... Les Juncker ou les Moscovici, qui ont apporté l'insécurité et la peur à l'Europe et refusent de quitter leurs fauteuils confortables», a déclaré Matteo Salvini, issu du parti d'extrême droite.

La semaine dernière, la Commission avait écrit à Giovanni Tria, le ministre italien des Finances, pour exprimer ses « grandes inquiétudes » quant au budget national en préparation. Le Premier ministre, Luigi di Maio, de la formation antisystème M5S, a répondu que Rome ne ferait pas marche arrière sur ses prévisions de dépenses.

Les fonctionnaires européens ont donc indiqué que la Commission exprimerait une opinion négative sur le projet de budget italien, qui devrait lui être envoyé d'ici mi-octobre. La proposition sera en effet contraire aux règles européennes contenues dans le Pacte de stabilité et de croissance. »

Et Jorge Valero de conclure en posant la question clef de notre avenir commun (ou pas) à tous :

Rome, nouvel ennemi de l'euro ?

Alors que va-t-il se passer ?

La Commission va se laisser une semaine pour tenter de faire changer d'avis au gouvernement italien. Et le gouvernement italien fera un bras d'honneur.

« Si cette tentative n'aboutit pas, la Commission publiera un avis négatif sur le budget deux semaines après sa présentation. La coalition gouvernementale de la Ligue (extrême droite) et du M5S (antisystème) aura alors trois semaines pour soumettre un nouveau budget. » Et le gouvernement italien fera un bras d'honneur.

« Si les changements voulus ne sont toujours pas effectués, la Commission recommandera l'ouverture d'une nouvelle procédure de déficit excessif contre le pays récalcitrant, afin de le forcer à équilibrer ses comptes. » Et le gouvernement italien fera un bras d'honneur...

Comme le gouvernement italien, mais je crois vous l'avoir déjà dit, fera un bras d'honneur (ou plusieurs), il va bien falloir trouver d'autres moyens de pression sur les poids lourds italiens que sont Salvini et Di Maio.

D'ailleurs... comme par hasard, les agences de notation s'appêtent à revoir la note attribuée à l'économie italienne.

Agence de notation et taux de crédit pour peser sur le gouvernement.

« Moody's, qui a une perspective négative sur la note Baa2 de l'Italie, a déclaré qu'elle publierait une nouvelle évaluation avant la fin du mois. Standard & Poor's, qui note la dette italienne «BBB» avec une perspective stable, devrait publier sa nouvelle notation le 26 octobre »...

Et vous savez quoi ?

Le gouvernement italien fera un bras d'honneur.

Avec plus de 2 000 milliards d'euros de dette, ce n'est pas l'Italie qui a un problème, ce sont les créanciers de l'Italie.

Si les taux italiens montent trop, ce sera la panique. Une panique que le pompier pyromane bruxellois risque de créer.

Lorsque les taux mettront l'Italie en faillite, c'est l'avenir même de l'euro qui se jouera. Que fera la BCE ? Soit elle interviendra pour ne pas provoquer l'explosion de la zone euro et dans ce cas, les taux italiens baisseront sans que le gouvernement italien n'ait eu à revoir son budget.

Soit la BCE laisse tout le système s'effondrer, contemple le chaos de l'explosion de la zone euro, et les derniers à partir de la Banque centrale européenne éteignent la lumière.

C'est le retour en catastrophe aux monnaies nationales et au chacun pour soi.

Et dans un tel cas, le gouvernement italien garde le même budget.

L'Europe peut jouer les fanfarons... il faudra tout de même cantonner la crise à l'Italie, et la faire plier risque d'être d'autant plus difficile que les souverainistes italiens peuvent compter sur le soutien massif du clan souverainiste américain mené par Trump qui a dit qu'il achèterait

de la dette italienne s'il le fallait.

Il n'y a aucune surprise dans ce qui arrive. Rien n'a jamais été réglé.

C'est un combat politique. Un combat géopolitique où tout est lié. De nos besoins d'énergie qui entraînent des guerres à nos problèmes monétaires, tout cela ce ne sont que les multiples facettes du même problème.

C'est donc la nouvelle crise qui arrive.

Jouer le dollar est une bonne idée, car le dollar n'explosera pas. Avoir de l'or est évidemment une bonne idée. Débancariser, une saine prudence. Bref, appliquez les approches que je partage avec vous dans mes lettres STRATÉGIES et mes dossiers spéciaux. Celles et ceux qui veulent en savoir plus pour mieux comprendre, et mieux anticiper, [c'est ici](#).

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

La Chine forcée d'intervenir pour soutenir son économie

Source : [CNN Business](#) publié Par [Or-Argent](#) - Oct 10, 2018



La Chine a revu à la hausse ses injections de liquidités dans son économie alors qu'elle se prépare à souffrir davantage de la guerre commerciale initiée par les États-Unis.

L'économie chinoise a perdu de son élan cette année, suite aux efforts du gouvernement visant à contrôler l'endettement dans le pays. Il s'agit également des conséquences des droits de douane américains sur plus de 250 milliards d'exportations chinoises.

La Banque centrale chinoise a déclaré dimanche dernier qu'elle allait libérer 750 milliards de yuans (109 milliards de dollars) pour l'émission de nouveaux emprunts afin de soutenir la croissance. C'est la 4e fois cette année qu'elle a réduit le niveau prudentiel de réserves des banques. Mais, selon certains analystes, les problèmes sont plus profonds.

La dernière décision de la banque est « *loin d'être suffisante pour inverser la tendance économique* », car les banques pourraient conserver leur posture prudente en termes d'octroi de crédits. C'est ce qu'a déclaré Larry Hu, économiste de la banque d'investissement Macquarie. Dans une note envoyée à ses clients, il a écrit lundi que la Banque centrale chinoise devra à nouveau intervenir dans les mois prochains.

Le gouvernement chinois a déjà eu recours à des baisses d'impôts, à des investissements dans

les infrastructures et à des politiques monétaires plus souples afin de relancer l'activité économique.

« *L'économie a clairement besoin de ce support* », a déclaré Wei Yao, économiste de la banque d'investissement Société Générale. Elle anticipe une baisse de la croissance chinoise dans les mois à venir.

Cette décision de la banque centrale risque également d'affaiblir davantage le yuan, qui a déjà reculé d'environ 6 % depuis le début de l'année par rapport au dollar. (...)

La Banque centrale chinoise fait le contraire de la FED

Tandis que la FED vient de relever son taux directeur pour la 3e fois de l'année en 2018, la Banque centrale chinoise fait le contraire. Cela encourage donc les investisseurs à détenir des actifs libellés en dollars, et non en yuans. La Bourse chinoise a baissé durant ces derniers mois, sur fond de craintes concernant la santé de l'économie locale et la guerre commerciale qui s'intensifie.

Source : [CNN Business](#)

Une petite vue de l'enfer pour les zombies

Rédigé le 9 octobre 2018 par [Simone Wapler](#)

Cinq émissions de dette ont été récemment annulées faute de preneur sur le marché primaire. Les banques ont du mal à se mettre en conformité avec la réglementation.

Voici à quoi pourrait ressembler le début de la fin pour les zombies. Cette dépêche de Bloomberg nous explique que les placements obligataires sur les marchés européens ne se passent pas bien.

Même, disons-le franchement, elles se passent mal. Certaines émissions sont tout simplement supprimées.

Fifth Bond Sale Pulled as Cracks Grow in Europe's Primary Market

Tasos Vossos Emma Haslett

Published on October 08 2018, 3:58 PM
Last Updated on October 09 2018, 4:15 AM



(Bloomberg) -- Europe's primary bond market suffered another blow as Dutch lender Van Lanschot Kempen NV became the fifth issuer to pull a euro-note sale in little more than a week.

The bank postponed the bond sale "due to market circumstances," spokesman Robin Boon said by phone on Monday. The lender planned to sell as much as 100 million euros (\$115 million) of Additional Tier 1 notes, the riskiest form of bank debt, according to a person familiar with the matter, who is not authorized to speak publicly and asked not to be identified.

Volksbank Wien AG also delayed an AT1 sale last week -- one of [two deals](#) postponed the same day -- as concerns about Italy's budget, Brexit and a recent spike in U.S. Treasuries yields erode investor appetite for higher-yielding debt. Demand for investment-grade euro notes has been less affected, with Dutch gas distributor Nederlandse Gasunie NV getting orders for almost six times its 300 million-euro deal size on Monday.

Je vous rappelle qu'un zombie est « *une entreprise qui est incapable d'acquitter les intérêts de sa dette avec ses bénéfices courants sur une longue période* ». La Banque des règlements internationaux (BRI) s'alarmait récemment de la [prolifération des zombies](#) (1).

Il existe de nombreuses banques zombies, déplorait aussi la BRI. Les banques ont des dettes car elles empruntent sur les marchés de l'argent aux institutionnels. Elles ont besoin de gonfler leurs fonds propres et de se créer des « coussins de liquidités » pour se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation.

Si les taux baissent, les perspectives de survie d'un zombie sont correctes. Lorsque sa dette arrive à maturité, il emprunte à nouveau à un taux plus bas. Evidemment, ce n'est plus vrai en cas de hausse des taux. Le nouveau prêt coûte plus cher que l'ancien. Le zombie est démasqué pour ce qu'il est : une entreprise qui aurait dû faire faillite, un vampire de la productivité qui draine de l'argent sans créer de richesse et donc un ralentisseur de croissance.

Si des banques n'arrivent pas à lever de l'argent pour rentrer dans les cordes de la réglementation de Bâle 3, elles n'ont plus qu'à mettre la clé sous le paillason ou à faire appel à Mario Draghi et aux contribuables.

Bloomberg nous apprenait hier que la banque hollandaise Van Lanschot Kempen NV n'avait pas trouvé preneur des 100 M€ qu'elle entendait lever (2).

C'est la cinquième émission de ce type qui est annulée. Pourtant Van Lanschot offrait 6,5% et Volksbank Wien (une autre émission annulée) proposait 7,375%.

Sale temps pour les zombies. Mario Draghi va-t-il renier ses promesses de normalisation

monétaire et voler à leur secours ?

C'est grâce à lui que les zombies prolifèrent et grâce à ses manipulations à la baisse des taux qu'une assurance-vie rapportait en moyenne 1,5% en 201...

NOTE :

(1) *The rise of zombie firms : cause and consequences*, Ryan Banerjee, Boris Hofmann (2) Une émission de *Tier 1 Notes* qui est la dette bancaire offrant le moins de garantie pour le prêteur.

Nous créons une terre promise... pour les vaches

Rédigé le 9 octobre 2018 par Bill Bonner

Bill Bonner se livre au constructivisme en Argentine pour le bonheur des vaches (mais pas des veaux). Si vous êtes engraisé par d'autres, il y a toujours un prix à payer.

« On m'a demandé lors d'une conférence de presse la semaine dernière si ces prévisions sont trop belles pour être vraies — une question raisonnable ».

– Jerome Powell, président de la FED

On dirait que les marchés commencent à s'inquiéter un peu. Le Dow a chuté ces derniers jours. CNBC :

« Jeudi, le rendement du bon du Trésor US à 10 ans a enregistré son niveau le plus élevé en plus de sept ans, suite à des données économiques positives publiées cette semaine.

Des commentaires du président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, ont également fait grimper les rendements. Mercredi, Powell a déclaré que la FED avait encore du chemin à parcourir avant que les taux d'intérêts n'atteignent le point mort, suggérant aux marchés que de nouvelles hausses seraient à venir ».

Nous vous tiendrons au courant de la suite dans les jours qui viennent... mais aujourd'hui, nous sommes sur la route. Pas le temps de réfléchir sérieusement.

A la place, nous allons vous raconter ce qui se passe au ranch...

Herbe verte

Nous avons fait un petit tour dans la plaine pour voir ce que devient le bétail.



La longue route de Gualfin

Même après huit mois sans une goutte de pluie, il y a encore de l'herbe verte dans la vallée où la rivière traverse les montagnes, en direction du ranch voisin.

Il y a trois rivières sur notre propriété. A cette époque de l'année, elles sont toutes plus ou moins à sec : toute l'eau disponible est souterraine. Cependant, une petite partie refait surface juste avant de quitter le ranch — c'est là que les vaches se rassemblent.

L'endroit se trouve devant la maison — mais cela reste loin. Nous chevauchons jusqu'au lit de la rivière, à sec, puis nous le suivons jusqu'à trouver l'herbe verte. Cela prend plus d'une heure, en partie parce que les chevaux ont du mal à avancer dans le sable.

Ensuite, quelques sources apparaissent ; l'eau se met à suinter... puis à couler franchement vers l'*angusto* — un étroit défilé parmi les rochers. C'est ensuite un véritable cours d'eau qui roule et éclabousse jusqu'à la propriété de notre voisin, environ 1,6 km plus loin.

Ni le bétail, ni les chevaux, ni les humains ne peuvent traverser le passage rocheux en toute sécurité. Lorsque nous rendons visite à nos voisins (un couple suisse qui gère un vignoble biologique), nous devons contourner les montagnes à l'est, ce qui prend environ cinq heures.

Les *gauchos* et les aides du ranch utilisent une pelleuse pour canaliser l'eau de la source vers le vaste lit de la rivière, tentant d'encourager autant que possible la croissance de l'herbe avant que nous perdions l'eau au profit de nos voisins.



Bill et les gauchos redirigent l'eau pour irriguer les champs

Il en résulte une charmante région de bassins, d'herbe et de zones marécageuses où les oiseaux et les guanacos — un proche parent du lama — se rassemblent aux côtés du bétail.

Nous avons vu deux troupes de guanacos, composés de huit animaux chacun, se mêler en toute confiance aux vaches. Mais à notre approche, le bétail est resté de marbre... tandis que les guanacos se sont enfuis, rejoignant les collines asséchées.

A l'occasion, les cow-boys abattent un guanaco pour le manger, mais c'est rare. Ils abattent aussi les *burros* de temps à autre. Les deux espèces sont nuisibles... et font concurrence au bétail pour le peu d'herbe que nous avons.

Terre promise pour le bétail

Autre nuisible : le condor. Il y en avait une vingtaine sur le sol, picorant une carcasse de vache.



Les vaches s'égarent dans les sables mouvants et ne s'en sortent pas toujours...

Dans les zones marécageuses, il peut y avoir des sables mouvants ou des endroits où la boue est profonde, et les vaches restent prisonnières. Parfois, nous retrouvons l'animal pendant qu'il est encore vivant. Souvent, il est attaqué par les condors ou meurt simplement d'épuisement avant que nous le trouvions.

Les condors s'en prennent aussi aux veaux nouveau-nés, tendres et sans défense. Un groupe de rapaces attaquera, distrayant la mère... tandis que les autres tuent son veau.

Nous comptons sur notre nouvelle propriété, plus loin dans la vallée, pour simplifier la vie du bétail. Nous aurons alors de l'eau directement de la rivière Calchaquí.



Pour le bétail, la vie peut être difficile, sur les hautes terres désolées de Gualfin

Ces 12 derniers mois, nous avons dégagé le terrain et planté de la luzerne. Encore quelques mois, et la luzerne sera prête. Nous escorterons le bétail de l'autre côté du col et nous descendrons vers les champs verts du ranch inférieur — un trajet de deux jours.



La “Terre promise” pour les vaches

Là, les vaches et leurs veaux seront engraisés à l'herbe et au grain. Les veaux seront vendus, et

leurs mères feront le chemin inverse, pour une saison de plus.

La politique monétaire au service de la géostratégie; du percement de la bulle mondiale

Essai de Bruno Bertez 9 octobre 2018

Les taux d'intérêt montent, le dollar est rare, les émergents sont à la peine, l'Asie souffre dans le sillage de la Chine et de l'Inde, le pétrole est cher, les organisations internationales réduisent leurs prévisions de croissance, certains pays sont éjectés des marchés financiers, la capitalisation des marchés financiers se dégonfle sous la conduite de l'obligataire, les hedge funds ne gagnent plus d'argent, les FANG ont perdu leur unanimité ... si vous ne trouvez pas que cela sent le roussi, alors c'est que vous n'avez pas d'odorat!

La myriade de bulles mondiales laisse passer de l'air comme prévu.

L'aiguille qui perce est tenue par les USA, un peu comme en 2015, mais avec une différence majeure, ici tout est voulu. En 2015/2016, il y a eu un début d'éclatement de la bulle et son symptôme le plus net a été constitué par la baisse du Yuan Chinois.

Mais en 2015/2016, ce n'était pas Trump et Obama n'avait pas pour objectif de « Make America Great Again, MAGA, non! Obama voulait encore préserver la globalisation. Il ne souhaitait ni briser le commerce mondial ni utiliser le dollar comme une arme.

Yellen au lieu de pousser dans le sens restrictif a desserré, elle a tenu compte des responsabilités globales des USA, et toutes les autres banques centrales ont joué le jeu, elles ont contribué à éviter le pire ce qui a donné la reflation qui a suivi en 2016/2017 et qui a provoqué l'embellie économique mondiale de 2017/début 2018.

Trump à une vision totalement opposée, une vision géostratégique d'affrontement et de reconquête.

Il reprend les patins de Reagan. Il veut revenir en arrière sur une forme de globalisation dont il considère que les USA sont les dindons de la farce. Et ce qui est nouveau c'est que Powell est d'accord pour aller dans cette direction; quand on lui a dit vous resserrez la politique monétaire, vous savez que le reste du monde va souffrir, il a répondu qu'ils se débrouillent, ils ont été prévenus.

Powell est le complément indispensable de la MAGA de Trump, tout comme Lightizer l'est pour le Commerce. Ce sont des compléments de l'unilatéralisme qui prétend remettre le monde dans l'ordre ou il était avant que les USA ne se fassent concurrencer par ces pays qu'ils avaient contribué à enrichir.

Je soutiens que le resserrement monétaire en cours sous la férule de Powell est, au même titre que la redéfinition des règles du commerce mondial de Lightizer, un moyen de reconquête de la suprématie. C'est un moyen de reconquête tout comme la fabrication des ennemis Chinois, Russes, tout comme l'entretien de la dislocation du Moyen Orient qui réduit l'offre de pétrole, tout comme les ventes d'armes, les sanctions et l'utilisation de l'extra-territorialité juridique et fiscale.

Trump est venu au pouvoir sur une vague populiste mais il a élaboré, au fil des jours et grâce à

certaines conseillers, une doctrine qui recoupe partiellement le simplisme populiste: la doctrine de la supériorité, de l'exceptionnalisme. Et ce n'est pas insignifiant car grâce à cette doctrine, il divise les milieux d'affaires, la classe des capitalistes! En effet cette classe n'est pas homogène car elle est traversée par la ligne de partage de la modernité, de la technologie: il n'y a aucun rapport entre un chef d'entreprise traditionnel et un post moderniste de Californie.

Trump peut tenter de rallier une partie des milieux d'affaires, une classe qui partage son désir plus ou moins Rockfellerien de reconquête. C'est pourrait-on dire la classe du capital ancien, la classe militaro-industrielle. Il y a dans cette évolution quelque chose comme la tentative de nouer un nouveau front social et économique. Une nouvelle alliance si on veut. Sous cet angle le trumpisme a échappé à celui qui l'incarne et devient un mouvement historique plus vaste avec des fondations plus solides, même si elles sont plus traditionnelles, voire archaïques.

C'est en ce sens que le succès de la nomination d'un conservateur à la cour suprême était de première importance, il fallait contrôler tous les pouvoirs. Il manque encore le contrôle du Parti Républicain et bien sur celui des médias.

Bien entendu ne considérez pas que tout cela est explicite dans la tête de Trump ou de ses conseillers, non, tout part dans tous les sens ce qui explique les contradictions, les bavures, les reculades et les incohérences. On a comme une impression de folie quand on regarde ce qui se passe à Washington.

C'est la réalité, de proche en proche, les essais et erreurs qui permettent peu à peu de donner un sens, de trouver un fil conducteur, à ce qui est en réalité chaotique et désordonné. Powell et Trump ne conspirent pas, pas plus qu'ils ne le feront avec Cavanaugh! Ce qui se réalise c'est une convergence qui dépasse tout le monde car elle est une sorte de logique de situation. Une logique sous-systémique .

Powell et Trump font le pari que l'on peut précipiter le reste du monde dans la stagnation mais préserver les USA grâce à la solidité de ses institutions, grâce aux déficits fiscaux, grâce à l'arme de la printing press. Ils pensent que le système américain est assez solide pour ne pas avoir à craindre les chocs extérieurs. Donc le couple Fed/ Maison Blanche persévère, il reprend au ROW, au reste du monde ce que celui-ci s'est attribué pendant la période Obama .

C'est au niveau de tout ce qui est périphérique que cette nouvelle orientation cela ressent le plus fortement. Les périphéries ont bénéficié des largesses des Centres et maintenant que les centres tirent le tapis, qu'ils sont moins généreux alors, ces périphéries faiblissent, se fissurent. Vont elles sombrer? Ce n'est pas impossible, mais tout dépend de l'estomac des Américains. Sont ils prêts à encaisser les chocs en retour? Suivront-ils Trump et ses associés?

Il y a comme une sorte de course contre le temps qui se déroule; course contre le temps pour ou contre le maintien au pouvoir de Trump, course contre le temps pour maintenir les USA en situation de prospérité malgré la dégradation extérieure et ainsi s'assurer du soutien d'une partie de la population.

Les conditions qui ont déterminé l'affaiblissement et la mise en difficulté des périphéries et des concurrents géostratégiques sont toujours là et elles vont continuer, puisque ce sont les politiques de normalisation monétaire. Normalisation tous azimuts: par les guidances, par les taux, par le total de bilan de la Fed et surtout par la gestion de la réappréciation du facteur risque.

Plus exactement les politiques de normalisation monétaires sont complétées par les attaques sur l'ordre mondial. Le complément des resserrements monétaires conçus comme armes, c'est l'insécurité mondiale. L'insécurité mondiale doit être entretenue.

A la limite l'insécurité mondiale actuelle est entretenue et sa fonction est, si elle fonctionne bien, sa fonction est d'éviter la guerre qui, si on continue sur la lancée historique va devenir inéluctable. Car le calcul est là: les USA ont pris du retard, ils veulent reconquérir la suprématie afin de rendre l'affrontement avec la Chine impossible.

Comprenez bien les deux sont liés et ce sont les deux faces de la même pièce; il faut que le resserrement monétaire soit accompagné d'une tension internationale croissante afin de forcer les capitaux à revenir aux USA, afin de d'attirer les capitaux mondiaux, afin qu'ils financent le système structurellement déficitaire américain. Et qu'ils assèchent le ROW.

Le besoin de drainer l'épargne mondiale est le talon d'Achille américain, mais la tension mondiale, la peur de la guerre viennent à point pour « aimer » ces capitaux. Le capital des classes possédantes mondiales est aimanté par les USA. On le voit clairement avec la Chine; et dans une étape ultérieure du durcissement des tensions il est probable que les contrôles des mouvements de capitaux vont se multiplier et s'intensifier.

La libre circulation des capitaux va, à mon sens devenir une chose du passé.

Il faut que le monde extérieur se mette en risk-off afin que les capitaux mondiaux soient drainés au profit des USA.

La hausse des taux longs américains qui est en cours doit être interprétée comme faisant partie de cette stratégie de drainage, d'assèchement. Elle va favoriser le financement de tous les déficits américains, le beurre, les canons et les drones au détriment du ROW!

9 millions de retraités américains dépendent d'une aide alimentaire

Par Or-Argent - Oct 9, 2018



Janet Burke, 71 ans, ouvre les portes de son appartement de Hollywood, en Floride, en souriant. C'est ainsi qu'elle accueille chaque vendredi Britt Weatherhead, qui lui apporte une boîte remplie de victuailles lui permettant de ne pas avoir faim.

Du fromage, du lait, du pain et des fruits font partie des aliments qui composent ce colis. 5 repas surgelés complètent la livraison de l'association « Meals on Wheels ».

« *Ce serait très dur si je ne bénéficiais pas de cette aide* », a déclaré Madame Burke en tenant dans ses mains un plat congelé de riz au poulet. Mais ce qu'elle préfère, ce sont les cannellonis.

Burke fait partie des presque 9 millions d'Américains âgés qui risquent de ne pas manger à leur faim aux États-Unis. En Floride, où le problème est le plus aigu chez les plus de 60 ans, plus de 750.000 personnes ont besoin d'une assistance alimentaire, selon les experts.

Ce souci est devenu un dossier chaud des élections à venir. Les candidats de Floride du Sud ont pointé du doigt les besoins des personnes âgées en tant que l'un des problèmes qui tiennent le plus à cœur les électeurs.

« *La Floride du Sud était la Mecque des retraités* », a déclaré Mark Adler, directeur régional exécutif de l'association. « *Mais, aujourd'hui, de nombreuses personnes ont des fins de mois difficiles.* »

Un habitant sur 5 est âgé de plus de 65 ans. Cela fait de la Floride l'État qui compte le plus de personnes âgées. À l'échelon national, ce pourcentage est de 15,6 %.

Même si le nombre de personnes âgées augmente, leur pouvoir d'achat n'a pas suivi la même trajectoire, d'après plusieurs rapports. Le nombre de personnes âgées qui se déclarent en faillite personnelle a été multiplié par 5 depuis 1991, d'après une étude consacrée à la faillite.

Les services de repas à domicile, comme celui dont bénéficie Madame Burke, s'adressent à des personnes à bas revenus. Meals on Wheels offre de la nourriture à 2,4 millions de retraités aux États-Unis chaque année, dont 65.000 en Floride.

Environ 38 % des dons alimentaires de l'association sont subsidiés par le gouvernement fédéral sur base de la loi Older Americans Act de 1965. En Floride, ce chiffre grimpe à 50 %. Les seules conditions pour bénéficier de cette aide alimentaire sont d'avoir plus de 60 ans et de vivre dans son propre domicile sans assistance.

Mme Burke, originaire du New Jersey, se situe en dessous du seuil de pauvreté. Même si elle doit compléter la livraison avec des achats, cela lui permet de diminuer sa facture alimentaire. Même si l'association accepte des dons, aucune contribution financière n'est requise. La valeur commerciale du colis livré chaque semaine est d'environ 50 \$. (...)

Le livreur, âgé de 72 ans, fait partie des 250 volontaires qui distribuent les boîtes de Meals on Wheels en Floride du Sud. « *Ces gens sont vraiment coincés. Les aider fait désormais partie de ma vie.* »

Des restaurants qui distribuent de la nourriture subsidiée

Tous les retraités ne peuvent pas bénéficier du programme, mais Meals on Wheels offre également des repas dans des restaurants. Ils ne sont pas uniquement fréquentés par des personnes âgées à bas revenus. Toute personne enregistrée peut demander un jour à l'avance de profiter d'un repas subsidié par des fonds fédéraux. Les bénéficiaires sont invités à faire un don, mais il n'est pas obligatoire. La moyenne collectée par repas est de 7 centimes alors que le coût réel est de 8 \$.

« *J'aime beaucoup venir ici car c'est l'occasion de manger avec d'autres personnes* », a déclaré Elena Segal, 84 ans, originaire d'Argentine. Un écriteau placé dans la cantine suggère un don de 2 \$, mais tout le monde est servi, quelle que soit la contribution.

Manque de financement, des listes d'attente

Plus de 1000 personnes sont sur une liste d'attente en Floride du Sud afin de bénéficier des colis alimentaires de l'association, et la liste s'allonge de jour en jour, selon Adler. La raison est financière. Meals on Wheels sert actuellement 16 millions de repas de moins par rapport à 2005 en raison de « *la hausse des prix de la nourriture et du transport, tandis que le financement stagne* », a déclaré Adler.

« *Cette initiative est économiquement pertinente, car elle permet de maintenir les personnes âgées en bonne santé, donc loin des hôpitaux.* » Selon les calculs de l'association, le coût annuel de l'aide alimentaire équivaut à celui d'une journée d'hospitalisation. (...) »

Source : [*The Sacramento Bee*](#)